

1

9

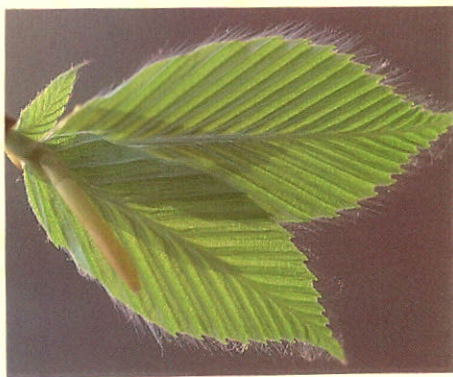
8

8

CV



**Trustco
Desjardins**



Desjardins





Trustco Desjardins

Faits saillants	4
Message aux actionnaires	5
Commentaires de la direction	9
États financiers	
Résultats consolidés	13
Mouvements de la trésorerie consolidés	14
Bilan consolidé	15
Bénéfices non répartis consolidés	16
Notes complémentaires	16
Revue financière	
Appariement de l'actif et du passif	25
Rétrospective des cinq dernières années	26
Politique concernant les provisions pour pertes sur prêts	28



Crédit Industriel Desjardins

Faits saillants	30
Aperçu de l'année 1988	31
Revue des activités	
Financement aux entreprises	33
Trésorerie	36
Location Desjardins	37
Résultats financiers	40



Fiducie Desjardins

Faits saillants	42
Aperçu de l'année 1988	43
Revue des activités	
Services aux particuliers	45
Services aux caisses	48
Services aux sociétés	51
Financement hypothécaire	53
Trésorerie	55
Gestion Placements Desjardins	56
Résultats financiers	58
Répertoire	59

La feuille, par son rôle actif dans le cycle de vie de l'arbre, assure la croissance de la forêt tout comme le membre, actif au sein de sa caisse, assure la croissance du Mouvement Desjardins.



Trustco Desjardins



Crédit Industriel Desjardins



Fiducie Desjardins



Trustco Desjardins, qui a débuté officiellement ses activités en décembre 1988, est une société de portefeuille intermédiaire contrôlée à 72 % par le Mouvement Desjardins. Le public détient 28 % de son capital-actions ordinaire.

Trustco Desjardins offre des services financiers et fiduciaires diversifiés aux particuliers, aux entreprises et aux institutions publiques, parapubliques et coopératives par l'entremise de ses deux filiales directes, le Crédit Industriel Desjardins et la Fiducie Desjardins, et de leurs entités associées, Location Desjardins et Gestion Placements Desjardins.



Trustco Desjardins

Faits saillants

Pour l'exercice (en milliers de dollars)	1988	1987	Variation en %
Revenus avant frais d'exploitation ⁽¹⁾	86 173	75 876	+ 14
Bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire	11 128	11 061	+ 1
Bénéfice net (perte nette)	(1 218)	9 506	- 113
Par action (en dollars)			
Bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire			
– non dilué	0,62	0,63	- 2
– dilué	0,57	0,62	- 8
Bénéfice net (perte nette)			
– non dilué(e)	(0,07)	0,54	- 113
– dilué(e) ⁽²⁾	—	0,53	
Au 31 décembre 1988 (en millions de dollars)			
Actif	2 678	2 224	+ 20
Biens sous gestion	14 915	12 085	+ 23
Total des biens administrés	17 593	14 309	+ 23
Prêts hypothécaires	1 262	1 046	+ 21
Prêts industriels et commerciaux	653	408	+ 60
Contrats de location-financement	355	298	+ 19
Avoir des actionnaires	91	97	- 6
Capital de base ⁽³⁾	149	142	+ 5
Ratios			
Rendement sur l'avoir des actionnaires ⁽⁴⁾	11,7 %	12,0 %	- 3
Rendement sur l'actif ⁽⁵⁾	0,58 %	0,69 %	- 16
Marge bénéficiaire sur l'intermédiation financière ⁽¹⁾	2,27 %	2,41 %	- 6
Ratio dette/capital de base	16,9	14,6	

(1) Selon l'équivalence fiscale.

(2) Le calcul de la perte nette diluée par action pour l'exercice terminé le 31 décembre 1988 indique une perte moins élevée que le calcul de la perte nette non diluée et par conséquent n'est pas présentée.

(3) Le capital de base est composé de l'avoir des actionnaires ordinaires, des actions privilégiées perpétuelles des filiales, des débentures convertibles et des débentures permanentes.

(4) Avant activité discontinuée et poste extraordinaire.

(5) Avant dividendes sur actions privilégiées des filiales, activité discontinuée et poste extraordinaire.

Message aux actionnaires

En décembre 1988, le Trustco Desjardins est devenu une réalité opérationnelle. La vaste majorité des actionnaires de la Fiducie Desjardins et du Crédit Industriel Desjardins ont en effet accepté l'offre publique d'échange que nous leur avons adressée. Plus de 90 % des actions subalternes de chaque société ont ainsi été déposées dans le cadre de ces offres, confirmant l'appui massif des actionnaires à cette initiative. Les actions subalternes de la Fiducie Desjardins et du Crédit Industriel Desjardins ont donc été converties en actions ordinaires, pleinement votantes, du Trustco Desjardins. Nous tenons d'emblée à remercier les actionnaires de cette impressionnante marque de confiance, et les assurons que nous ferons le nécessaire pour qu'elle demeure pleinement justifiée.

Société de portefeuille intermédiaire contrôlée à 72 % par le Mouvement Desjardins, le Trustco Desjardins présente, à l'aube de son premier exercice complet, un actif consolidé de 2,7 milliards \$; il administre un total de 17,6 milliards \$ de biens et dispose d'une base de capital de l'ordre de 150 millions \$.

Outre cet excellent bilan de départ, le Trustco Desjardins bénéficie désormais des atouts propres à tout «trustco», notamment une plus grande latitude dans la diversification et la composition de son actif, un meilleur potentiel de rentabilisation de ses activités financières et une capacité accrue d'expansion et de capitalisation.

L'exploitation judicieuse de ces avantages facilitera l'atteinte au cours des prochains exercices des objectifs que nous nous sommes fixés, tant au niveau d'une rentabilité répondant aux attentes de nos actionnaires qu'en termes de qualité des services offerts à chacune des clientèles du Crédit Industriel Desjardins, de la Fiducie Desjardins et de leurs entités associées respectives, Location Desjardins et Gestion Placements Desjardins.

Une réponse réaliste à l'environnement concurrentiel

Le Trustco Desjardins constitue, de fait, une réponse Desjardins à l'évolution de l'environnement concurrentiel enregistrée depuis quelques années dans l'industrie des services financiers spécialisés et fiduciaires au Québec et au Canada. En effet, depuis la fin de la récession de 1982, nous avons assisté à de véritables bouleversements dans le secteur des services financiers et fiduciaires. Ces derniers ont été stimulés à la fois par la vigueur exceptionnelle d'une demande en expansion soutenue et par de nouvelles législations qui ont élargi les champs d'activité traditionnels des «quatre piliers financiers classiques», déclenchant ainsi un décloisonnement historique des institutions financières canadiennes. Parallèlement, les

Il est clair que le Mouvement Desjardins dispose d'atouts majeurs en matière de décloisonnement, étant depuis nombre d'années à l'avant-garde de cette évolution. La mise sur pied du Trustco Desjardins constitue donc une étape logique destinée à améliorer la gamme des services spécialisés offerts aux clients du Crédit Industriel Desjardins, de la Fiducie Desjardins, de Location Desjardins et de Gestion Placements Desjardins, en maximisant la synergie existante et potentielle entre ces institutions, tant à l'égard de leurs clientèles propres qu'au service des composantes du Mouvement Desjardins.

Une flexibilité stratégique et financière accrue

Les avantages d'une entité juridique de type trustco sont multiples. Rappelons qu'un trustco, régi par la partie 1A de la Loi sur les compagnies, possède des pouvoirs plus étendus qu'une société de fiducie et n'est pas limité quant au pourcentage de son actif consacré à un secteur

Le Trustco Desjardins présente, à l'aube de son premier exercice complet, un actif consolidé de 2,7 milliards \$; il administre un total de 17,6 milliards \$ de biens et dispose d'une base de capital de l'ordre de 150 millions \$.

besoins de la clientèle des particuliers et de la clientèle d'affaires ont connu une évolution très rapide vers des services financiers «sur mesure», nécessitant une qualité de service et d'informatisation et une gestion des fonds de plus en plus sophistiquées.

Cette conjoncture a entraîné des fusions et des concentrations de ressources humaines et financières au sein de conglomerats mieux armés pour offrir une gamme très diversifiée et sans cesse grandissante de services et de produits. Les clientèles profiteront largement de cette concurrence avivée. Nous sommes convaincus que les institutions gagnantes seront celles qui se révéleront capables de devancer leurs concurrents sur la voie de la «personnalisation totale» des services.

d'activité particulier. Il lui est également possible de diversifier ses champs d'activité au-delà des limites fixées à une société de fiducie. Il s'agit donc d'une structure souple, mieux adaptée aux besoins d'une société en expansion.

Sur le plan financier, le Trustco Desjardins dispose également d'une meilleure marge de manoeuvre, qui va plus loin que les avantages évidents que lui confère sa nouvelle taille. Ces avantages se situent plus précisément au niveau d'une meilleure flexibilité dans la gestion de son actif et de son passif et d'une optimisation de sa capitalisation potentielle par voie d'émission d'actions ou de débentures.



*Assis de gauche à droite, M. Paul-Yvon LeSage, premier vice-président du conseil, et Me Georges O. Langlois, président du conseil.
Debout, MM. Jean-Pierre Duguay, vice-président et directeur général, et Raymond A. Reid, président.*

En effet, l'examen de la rentabilité historique du Trustco Desjardins, excluant Locam, démontre sa valeur intrinsèque avec un rendement sur l'avoir des actionnaires qui s'est maintenu au-dessus de 11 % depuis 1986.

Perspectives et objectifs

En 1989, le Trustco Desjardins procédera à l'harmonisation des structures et des activités du Crédit Industriel Desjardins et de la Fiducie Desjardins, de façon à coordonner avec le maximum d'efficacité les fonctions administratives de ces deux institutions. Par ailleurs, dès le début de 1989, les équipes de trésorerie des deux institutions seront regroupées pour assurer une gestion financière optimale au niveau du Trustco Desjardins et de ses filiales.

L'analyse du contexte économique laisse entrevoir une croissance modérée, comparable ou légèrement inférieure à celle que nous avons connue en 1988. Dans un tel contexte, le Trustco Desjardins continuera son développement selon ses deux grands axes. D'abord, il continuera d'offrir ses produits et services financiers spécialisés aux quelque 1 400 caisses et aux autres institutions de Desjardins. Ensuite, il poursuivra le développement de sa stratégie «alternative Desjardins» à partir des marchés et des réseaux de succursales de ses filiales.

Sur une période de trois ans, le Trustco Desjardins se fixe pour objectif d'atteindre un rendement de 15 % sur l'avoir des actionnaires, tout en offrant un service dont la qualité épouse les attentes de la clientèle. Nous estimons en effet que la croissance à long terme du Trustco Desjardins passe par ce seuil de 15 % d'ici trois ans. Une telle performance suppose que chaque filiale du Trustco Desjardins figure parmi les chefs de file de son marché respectif: c'est là un défi très motivant. L'atteinte d'une telle rentabilité assurera d'une part une certaine capacité d'autofinancement tout en facilitant d'autre part de futures émissions d'actions. La performance financière est de plus en plus intimement liée à la qualité du service à la clientèle. Au cours des prochaines années, le service deviendra le facteur déterminant de «fidélisation» des consommateurs à une institution financière en particulier. Le Trustco Desjardins continuera donc de mener auprès du personnel de ses filiales un programme dynamique de formation et de sensibilisation aux besoins de la clientèle. Nous poursuivrons de plus nos efforts au niveau des systèmes informatiques et de la bureautique pour augmenter l'efficacité des communications et la qualité des services dans nos réseaux.

Cette diversification des actifs et des sources de revenus offre ainsi un potentiel de croissance supérieur, tout en pondérant l'impact des cycles économiques. Le Trustco Desjardins bénéficiera de plus de l'identification à Desjardins, qui lui procurera une meilleure reconnaissance à l'extérieur du Québec et lui facilitera l'accès aux sources de fonds des marchés institutionnels.

Sur le plan commercial et administratif, le Trustco Desjardins peut aussi miser sur la complémentarité de ses composantes pour développer une fructueuse synergie au niveau des clientèles et des réseaux de succursales et pour réaliser des économies d'échelle, notamment lors de l'acquisition ou du développement des systèmes informatiques. Enfin, les actionnaires du Trustco Desjardins disposent désormais d'un titre plus «liquide» avec quelque 5 millions d'actions en circulation dans le public.

Ce tour d'horizon permet de constater que la mise sur pied du Trustco Desjardins s'imposait pour permettre à ses filiales de se développer pleinement et de fournir ainsi un soutien efficace au réseau des caisses, d'offrir à leurs clientèles une gamme plus étendue de services et de lutter désormais à armes égales avec leurs principaux concurrents. Ce regroupement permettra aussi au Trustco Desjardins d'offrir à l'ensemble de ses actionnaires un rendement concurrentiel sur leur investissement.

Résultats: une base solide

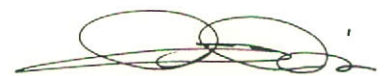
Nous examinons plus loin dans ce rapport les résultats consolidés détaillés du Trustco Desjardins, ainsi que la performance individuelle de ses composantes, la Fiducie Desjardins et le Crédit Industriel Desjardins. Soulignons cependant que nos résultats sont affectés de façon négative par la disposition par le Crédit Industriel Desjardins, au troisième trimestre de 1988, de sa filiale Location de Camions Locam inc. Cette décision, mise en oeuvre avant le début des activités du Trustco Desjardins, a permis à celui-ci d'entreprendre 1989 dégagé d'une situation qui aurait drainé capitaux et énergies. En fait, en excluant l'incidence malencontreuse de Locam, toutes les opérations-clés regroupées maintenant sous la bannière du Trustco Desjardins ont affiché une croissance et une rentabilité soutenues en 1988.

En somme, une participation active à l'offre globale de Desjardins, une préoccupation de rentabilité soutenue par un esprit d'entrepreneuriat et facilitée par des structures souples et légères, enfin et surtout un service à la clientèle exemplaire s'appuyant sur un personnel hautement motivé, telles seront les grandes priorités du Trustco Desjardins et de ses filiales au cours des prochaines années, au Québec et éventuellement à l'extérieur du Québec.

En terminant, nous tenons à exprimer notre reconnaissance aux administrateurs qui nous quittent cette année: d'abord à MM. G. Roger Roy et Marcel Bergeron, qui siégeaient respectivement depuis 1973 et 1976 au conseil d'administration de la Fiducie Desjardins; ensuite à MM. André Corriveau, Jocelyn Genest, Guy Ruel, Ronald Thériault et Pierre Tourville, administrateurs du Crédit Industriel Desjardins, ainsi qu'à MM. Arthur Bélanger, France Delorme, Richard La Charité et Jacques Lessard, administrateurs de la Fiducie Desjardins. Leur contribution a permis au Crédit Industriel Desjardins, à la Fiducie Desjardins et, par voie de conséquence, au Trustco Desjardins de prendre l'envergure que l'on connaît aujourd'hui.

Nous tenons aussi à remercier le personnel de nos filiales pour le professionnalisme exemplaire dont chacune et chacun ont su faire preuve dans le contexte toujours incertain d'une restructuration du type de celle que nous avons entreprise. Plus que jamais, c'est d'abord la qualité de nos ressources humaines qui nous permet de considérer comme réalistes les objectifs fixés, qui visent à faire du Trustco Desjardins un joueur de tout premier plan au Québec dans chacune de ses sphères d'activité.

Le président,



Raymond A. Reid



Assis de gauche à droite, MM. Jacques Robillard, vice-président Ressources humaines et Systèmes d'information, Jean-Pierre Duguay, vice-président et directeur général, et Guy Kavanagh, vice-président Services aux particuliers. Debout, MM. Serge Lamarche, vice-président Services aux caisses, Bernard Larue, vice-président Finance, Guy Vallée, vice-président Services aux sociétés et Affaires juridiques, Jacques Guertin, vice-président Service de contrôle, et Normand Paquin, vice-président Marketing et Communications.

Commentaires de la direction

Plusieurs grandes étapes corporatives ont été franchies en 1988.

Tout d'abord, la création du Trustco Desjardins aura permis de structurer une nouvelle société mieux diversifiée, tant du côté de l'actif que du passif. Ainsi, le Trustco Desjardins présente un portefeuille d'actifs composé de prêts hypothécaires dans une proportion de 47 %, de prêts industriels et commerciaux pour 24 % et de contrats de location-financement pour 13 %. Cette nouvelle société, qui est maintenant la seule société ouverte du Mouvement Desjardins, compte dans le public quelque 12 000 actionnaires qui détiennent plus de 5 millions d'actions ordinaires pleinement votantes.

La dernière année a également vu l'aboutissement de la vente de Locam, filiale à part entière du Crédit Industriel Desjardins. Cette transaction permettra à ce dernier de miser pleinement sur ses sphères d'activité les plus rentables, soit le prêt industriel et commercial et la location-financement. La vente, qui s'inscrivait dans la planification stratégique du Crédit Industriel Desjardins, aura toutefois eu des effets négatifs importants au chapitre de la rentabilité du Trustco Desjardins.

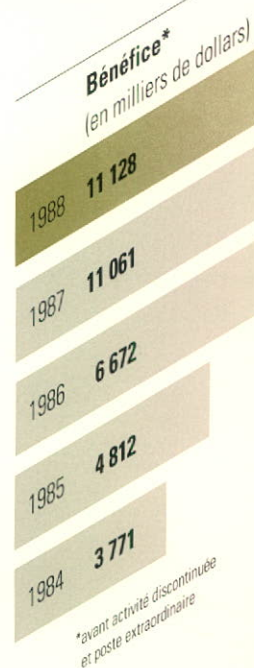
Abstraction faite de cet événement non récurrent, une évaluation de la rentabilité des activités d'intermédiation financière et des activités fiduciaires, telles que consolidées pour fins de comparaison, nous permet cependant de constater que la rentabilité du Trustco Desjardins s'est maintenue par rapport aux années passées. Soulignons que, pour faciliter l'analyse des résultats du Trustco Desjardins pour 1988, les résultats du Crédit Industriel Desjardins et de la Fiducie Desjardins sont également présentés de façon consolidée pour les années antérieures.

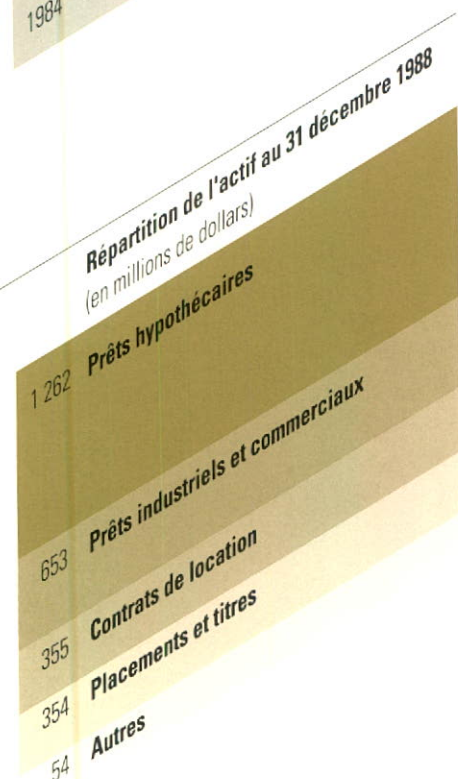
Les résultats consolidés

Les activités d'intermédiation financière ont progressé à un rythme soutenu. Ainsi, les revenus de placements ont connu une hausse de 27 % pour atteindre 278,6 millions \$. Les frais d'intérêts se sont par ailleurs chiffrés à 217,3 millions \$, en hausse de 30 %. En conséquence, les revenus nets de placements se sont établis à 55 millions \$, 12 % de plus que l'année précédente. Considérés sur une base d'équivalence fiscale, les revenus nets de placements s'élèvent à 60,2 millions \$ par rapport à 52,8 millions \$ en 1987, soit une hausse de 14 %. Pour leur part, les revenus d'honoraires ont atteint 26 millions \$, soit un taux de croissance de 13 %. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées dans les secteurs reliés aux activités hypothécaires, aux plans d'épargne, aux régimes de groupe et à l'administration et la garde de titres.

Pour l'année, les revenus avant frais d'exploitation ont atteint 81 millions \$, soit une hausse de 12 % par rapport aux 72,1 millions \$ enregistrés l'année précédente. Sur la base de l'équivalence fiscale, les revenus avant frais d'exploitation s'établissent à 86,2 millions \$, une augmentation de 14 % par rapport à l'année précédente. La croissance des frais d'exploitation, nécessaire pour supporter l'augmentation importante de l'actif, s'est chiffrée à 21 %.

Le bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire demeure sensiblement inchangé par rapport à 1987; il s'élève à 11,1 millions \$, ou 0,62 \$ par action ordinaire.





Compte tenu de la perte d'exploitation de 2,5 millions \$ due à une activité discontinuée et d'un poste extraordinaire négatif de 9,8 millions \$, tous deux reliés à la vente de Locam, le Trustco Desjardins enregistre une perte nette de 1,2 million \$ ou 0,07 \$ par action pour 1988, en regard d'un bénéfice net de 9,5 millions \$ ou 0,54 \$ par action en 1987.

Le bilan

Le Trustco Desjardins dispose d'un actif qui le positionne favorablement parmi les institutions financières de taille intermédiaire. Au 31 décembre 1988, son actif consolidé s'établissait à 2,7 milliards \$ comparativement à 2,2 milliards \$ à pareille date l'année précédente, soit un accroissement de 20 %. Près de la moitié de cette augmentation de l'actif est attribuable à la croissance du portefeuille hypothécaire, tant résidentiel que commercial, qui a augmenté de 21 % pour atteindre 1,26 milliard \$, à comparer à 1,05 milliard \$ en 1987. Par ailleurs, les prêts industriels et commer-

Consolidés depuis 1986 pour fins de comparaison, les résultats du Trustco Desjardins affichent une rentabilité soutenue. Ainsi, le rendement calculé sur l'avoir moyen des actionnaires ordinaires avant activité discontinuée et poste extraordinaire s'est maintenu à un taux supérieur à 11 %. En 1988, ce rendement a été de 11,7 %.

Acquise en 1985, Location de Camions Locam inc. représentait une diversification des activités du Crédit Industriel Desjardins dans un secteur non traditionnel. Dans les années qui ont suivi, beaucoup d'énergie et de ressources ont été consacrées au développement et à la restructuration de cette filiale, et ce, dans un contexte industriel marqué par une concurrence des plus vives. Dans les circonstances, cette filiale ne pouvait atteindre le niveau de rentabilité visé depuis son acquisition et n'apportait pas la synergie souhaitée avec les deux autres grands secteurs d'activité du Crédit Industriel Desjardins. Les administrateurs du Crédit Industriel Desjardins ont donc procédé à la vente de Locam au troisième trimestre de 1988.

Par ailleurs, le Mouvement Desjardins a injecté 12,5 millions \$ de capital permanent dans le Crédit Industriel Desjardins par l'entremise du Trustco Desjardins, démontrant ainsi de façon concrète sa confiance dans la capacité du Crédit Industriel Desjardins de poursuivre avec succès ses activités de prêts aux entreprises et de location-financement.

ciaux ont enregistré un fort taux de croissance de 60 %. À la fin de l'exercice 1988, ils s'élevaient à 652,9 millions \$ contre 408,1 millions \$ un an plus tôt. Une mise en marché dynamique, associée à une forte demande de crédit, est responsable de cette vigoureuse performance. Les créances provenant de contrats de location-financement ont également progressé à un rythme soutenu, passant de 297,8 millions \$ à 354,7 millions \$, dont la presque totalité apparaît au portefeuille de Location Desjardins.

Le Trustco Desjardins entreprend sa première année d'activité avec une capitalisation appropriée compte tenu de l'ampleur et de la nature de son actif. La base de capital dont il dispose avec ses filiales totalise en effet près de 150 millions \$.

De ce montant, l'avoir des actionnaires ordinaires représente 91,4 millions \$, et les actions privilégiées permanentes de la Fiducie Desjardins 30 millions \$. Finalement, 28 millions \$ de débentures subordonnées à nature permanente viennent compléter cette base de capital. Parmi ces débentures, 15 millions \$ sont des débentures obligatoirement convertibles en actions ordinaires détenues par le Mouvement Desjardins. Enfin, des débentures permanentes d'une valeur de 13 millions \$ sont détenues par une autre institution du Mouvement Desjardins. Lors de l'offre d'échange d'actions par le Trustco Desjardins, nous avons pris l'engagement de racheter ces débentures à même le produit d'une émission de droits de souscription de débentures obligatoirement convertibles en actions ordinaires. Les débentures ainsi émises totaliseront au minimum 15 millions \$ et au maximum 20 millions \$.

Au terme de 1988, le Trustco Desjardins se retrouve dans une situation de départ où son bilan est bien apparié, ce qui devrait le mettre à l'abri des fluctuations que pourraient subir les taux d'intérêt.

La rentabilité

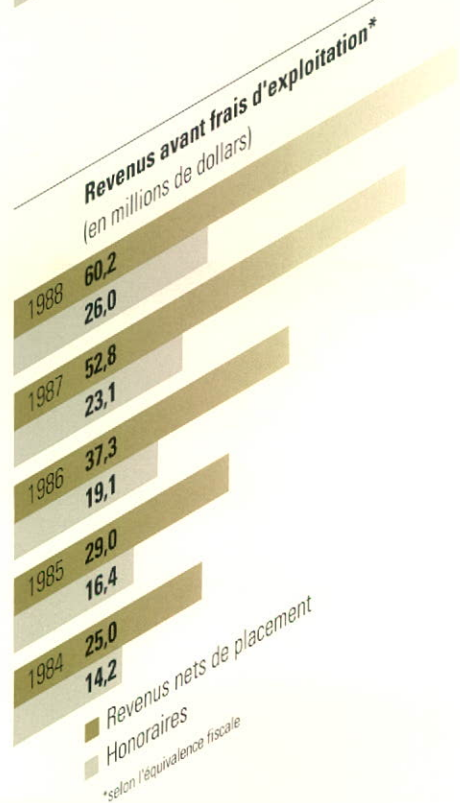
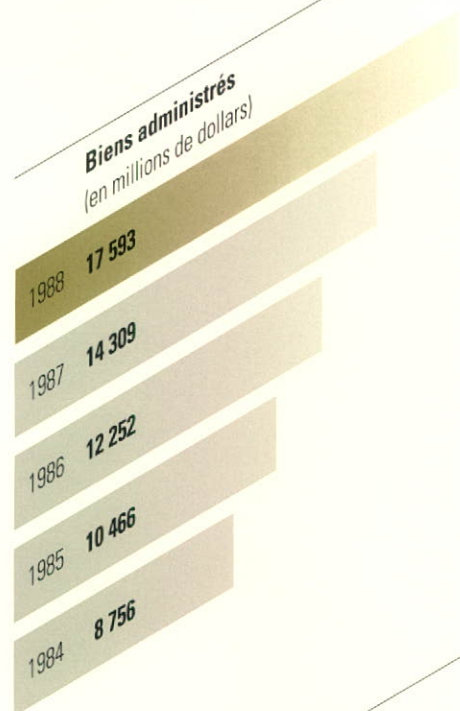
Entre 1984 et 1988, les résultats du Trustco Desjardins, consolidés pour fins de comparaison, montrent une progression rapide et soutenue. Le bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire est passé de 3,8 millions \$ (0,31 \$ par action) en 1984 à 11,1 millions \$ (0,62 \$ par action) en 1988, soit un taux de croissance annuel composé de 31 %. Depuis 1986, le rendement calculé sur l'avoir moyen des actionnaires du Trustco Desjardins avant activité discontinuée et poste extraordinaire s'est maintenu à un taux supérieur à 11 %. En 1988, ce rendement a été de 11,7 %.

Le Trustco Desjardins s'est fixé pour objectif de rentabilité d'atteindre un rendement minimal de 15 % sur l'avoir des actionnaires d'ici trois ans. Un examen de la rentabilité historique des filiales dans leurs activités traditionnelles montre leur valeur intrinsèque et leur capacité de générer des bénéfices. C'est sur cet acquis que nous entreprenons notre premier exercice complet.

La liquidité du titre et la politique de dividendes

Le Mouvement Desjardins a mis à profit la création du Trustco Desjardins pour effectuer un changement d'orientation majeur : les actions du Trustco Desjardins sont des actions ordinaires à plein droit de vote. Cette considération est d'importance puisqu'elle ouvre la porte aux investisseurs institutionnels, jusqu'ici réticents à accumuler des titres à vote limité. La constitution d'un bassin de quelque 12 000 actionnaires engendré par le regroupement des actionnaires du Crédit Industriel Desjardins et de la Fiducie Desjardins constitue également un élément favorable à l'évolution future du titre Trustco Desjardins, qui bénéficie désormais d'une liquidité améliorée.

Le Trustco Desjardins poursuivra les pratiques établies antérieurement par le Crédit Industriel Desjardins et la Fiducie Desjardins en matière de politique de dividendes. Il a ainsi l'intention de verser un dividende représentant de 30 % à 35 % des profits attribuables aux porteurs d'actions ordinaires.

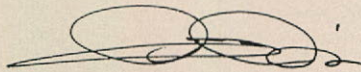


Rapport de la direction

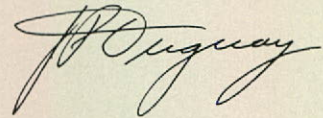
Les états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus, comprenant nécessairement des montants établis au meilleur jugement de la direction en tenant compte de l'importance relative.

Le Conseil d'administration de Trustco Desjardins Inc. a approuvé l'information financière contenue dans le rapport annuel. Par l'intermédiaire du comité de vérification composé d'administrateurs qui ne sont ni membres de la direction, ni employés de Trustco Desjardins Inc., le Conseil d'administration supervise les responsabilités de la direction relativement à la présentation des rapports financiers et le maintien des systèmes de contrôle interne.

Raymond, Chabot, Martin, Paré, comptables agréés, ont été nommés vérificateurs externes et ont la responsabilité de vérifier les états financiers et d'exprimer une opinion sur ceux-ci. Ils ont pleinement et librement accès au comité de vérification qu'ils rencontrent afin de discuter de leur vérification et des questions s'y rapportant, comme les commentaires qu'ils peuvent avoir à formuler relativement à la fidélité de l'information financière et à la suffisance des contrôles internes.



Raymond A. Reid
Président

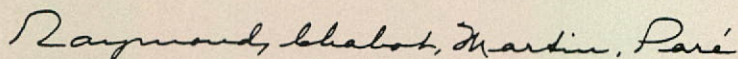


Jean-Pierre Duguay
Vice-président
et directeur général

Rapport des vérificateurs

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Trustco Desjardins Inc. au 31 décembre 1988 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des mouvements de la trésorerie de l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, à la lumière des renseignements et des explications fournis et tel qu'il appert aux livres de la compagnie, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1988 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, et, à l'exception de l'adoption de la méthode de comptabilisation des honoraires d'étude dont il est question à la note 3 des états financiers, ces principes comptables ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



Raymond, Chabot, Martin, Paré
Comptables agréés

Montréal, le 3 février 1989

Résultats consolidés

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 décembre	1988	1987
Revenus		
Revenus de placements	278 647 \$	220 119 \$
Frais d'intérêts	217 338	166 958
Provision pour pertes	6 281	4 162
	<u>223 619</u>	<u>171 120</u>
Revenus nets de placements	55 028	48 999
Revenus d'honoraires	26 009	23 073
Revenus avant frais d'exploitation	81 037	72 072
Frais d'exploitation		
Salaires et charges sociales	34 267	29 504
Autres frais d'exploitation	28 872	22 580
	<u>63 139</u>	<u>52 084</u>
Bénéfice avant impôts sur le revenu	17 898	19 988
Impôts sur le revenu (note 4)	3 743	6 238
Bénéfice avant part des actionnaires privilégiés des filiales, activité discontinuée et poste extraordinaire	14 155	13 750
Part des actionnaires privilégiés des filiales	3 027	2 689
Bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire	11 128	11 061
Perte d'une activité discontinuée (note 5)	2 547	1 555
Bénéfice avant poste extraordinaire	8 581	9 506
Poste extraordinaire (note 5)	(9 799)	—
Bénéfice net (perte nette)	(1 218) \$	9 506 \$
Bénéfice (perte) par action (en dollars) (note 6)		
Bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire	0,62 \$	0,63 \$
Bénéfice avant poste extraordinaire	0,48 \$	0,54 \$
Bénéfice net (perte nette)	(0,07)\$	0,54 \$

Mouvements de la trésorerie consolidés

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 décembre	1988	1987
Exploitation		
Bénéfice avant poste extraordinaire	8 581 \$	9 506 \$
Éléments hors caisse :		
Amortissements	3 796	2 247
Impôts sur le revenu	3 743	6 141
Perte d'une activité discontinuée	2 547	1 555
Variation des autres éléments d'actif et de passif	677	(416)
Frais relatifs à une activité discontinuée	(1 426)	—
Liquidités provenant de l'exploitation	17 918	19 033
Financement		
Dépôts garantis, billets et autres	459 622	347 355
Dettes subordonnées	(13 000)	(9 465)
Actions privilégiées des filiales	(5 000)	30 000
Déventures	13 000	15 000
Actions ordinaires	—	19 999
Frais d'émission et prime au rachat d'actions	(983)	(2 343)
Dividendes sur actions ordinaires	(3 525)	(3 193)
Liquidités provenant du financement	450 114	397 353
	468 032	416 386
Investissement		
Prêts hypothécaires	215 704	105 642
Prêts industriels et commerciaux	252 496	105 392
Créances provenant de contrats de location-financement	56 904	115 985
Prêts sur billets	(32 369)	30 539
Obligations et actions	(29 092)	82 168
Investissement dans une activité discontinuée	(39 727)	20 969
Intérêts courus et autres	12 976	7 034
Liquidités utilisées pour l'investissement	436 892	467 729
Augmentation (diminution) des liquidités	31 140	(51 343)
Encaisse et titres de marché monétaire au début	100 997	152 340
Encaisse et titres de marché monétaire à la fin	132 137 \$	100 997 \$

Bilan consolidé

(en milliers de dollars)

Au 31 décembre

1988

1987

ACTIF

Encaisse et titres de marché monétaire	132 137 \$	100 997 \$
Prêts hypothécaires (note 7)	1 261 921	1 046 217
Prêts industriels et commerciaux (notes 7 et 8)	652 864	408 138
Créances provenant de contrats de location-financement (notes 7 et 9)	354 692	297 788
Prêts sur billets	42 614	74 983
Obligations et actions (note 10)	179 001	208 093
Intérêts courus	27 579	21 421
Actif net d'une activité discontinuée (note 5)	—	43 575
Autres éléments de l'actif (note 11)	27 261	23 097
	2 678 069 \$	2 224 309 \$

PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES

Dépôts garantis (note 12)	1 606 403 \$	1 366 648 \$
Billets (note 13)	847 889	630 567
Autres éléments du passif (note 14)	28 418	21 309
	2 482 710	2 018 524

Dettes subordonnées (note 15) 41 000 54 000

Part des actionnaires privilégiés des filiales (note 16) 35 000 40 000

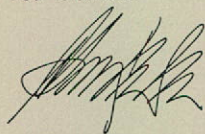
Débetures permanentes (note 17) 13 000 —

Débetures convertibles (note 18) 15 000 15 000

Avoir des actionnaires

Capital-actions (note 19)	56 617	56 617
Surplus d'apport	14 412	14 412
Bénéfices non répartis	20 330	25 756
	91 359	96 785
	2 678 069 \$	2 224 309 \$

Pour le conseil



Georges O. Langlois
Administrateur



Paul-Yvon LeSage
Administrateur

Bénéfices non répartis consolidés

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 décembre	1988	1987
Solde au début	25 756 \$	20 790 \$
Bénéfice net (perte nette)	(1 218)	9 506
	24 538	30 296
Dividendes sur actions ordinaires	3 525	3 193
Prime au rachat d'actions privilégiées d'une filiale	200	—
Frais d'émission d'actions déduction faite des impôts sur le revenu reportés y afférents de 300 \$ (996 \$ en 1987)	483	1 347
Solde à la fin	20 330 \$	25 756 \$

Notes complémentaires

(Les montants dans les tableaux sont exprimés
en milliers de dollars)

1. Statut de la compagnie et regroupement

Trustco Desjardins Inc. est constituée selon la Partie 1A de la Loi sur les compagnies (Québec).

Trustco Desjardins Inc. a acquis la totalité des actions subalternes catégorie A et des actions catégorie B à droits de vote multiples de Fiducie Desjardins Inc. (autrefois connue sous la dénomination sociale de Fiducie du Québec) et de Crédit Industriel Desjardins Inc. à la suite d'une offre publique d'échange d'actions initiée le 10 novembre 1988. De plus, Trustco Desjardins Inc. a acquis d'une compagnie du Mouvement Desjardins 15 000 000 \$ de débentures convertibles de Crédit Industriel Desjardins Inc. en contrepartie de 15 000 000 \$ de débentures convertibles en actions ordinaires de son capital-actions à des conditions identiques.

Puisque ce regroupement s'est effectué entre compagnies du Mouvement Desjardins, il a été comptabilisé selon une méthode similaire à la fusion d'intérêts communs. Selon cette méthode, les éléments de l'actif et du passif de Fiducie Desjardins Inc. et de Crédit Industriel Desjardins Inc. sont comptabilisés dans Trustco Desjardins Inc. aux mêmes valeurs que celles inscrites aux livres des compagnies regroupées compte tenu des éliminations intercompagnies.

Les présents états financiers de Trustco Desjardins Inc. incluent donc les résultats d'exploitation des filiales regroupées pour les deux exercices.

2. Conventions comptables

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la compagnie et de ses filiales en propriété exclusive, Fiducie Desjardins Inc., Crédit Industriel Desjardins Inc. et sa division Location Desjardins ainsi que Gestion Placements Desjardins Inc.

Provision pour pertes

Les prêts hypothécaires, les prêts industriels et commerciaux ainsi que les créances provenant de contrats de location-financement sont révisés périodiquement par la direction. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, font l'objet d'une provision spécifique dans l'exercice. C'est aussi la politique de la compagnie d'établir une provision générale.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation pour le mobilier et l'équipement et au moindre de la durée des baux ou dix ans pour la majorité des améliorations locatives.

L'achalandage est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période maximale de 25 ans jusqu'en 2007. Les frais d'ouverture des nouvelles succursales d'une filiale et les frais relatifs à la modification de la raison sociale sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Placements

Les obligations et les actions privilégiées sont inscrites au coût non amorti alors que les actions ordinaires et les prêts le sont au coût.

Accords de crédits croisés

La compagnie a convenu des accords de crédits croisés avec d'autres institutions financières afin de mieux appairer l'actif et le passif. Les revenus et les frais relatifs à ces opérations sont comptabilisés selon la durée des conventions.

Biens sous gestion

Les biens sous gestion administrés pour les comptes en fidéicomis ne figurent pas au bilan consolidé. Ils sont tenus séparément des fonds de la compagnie et sont inscrits aux livres de façon à indiquer les comptes auxquels ils appartiennent.

3. Modification d'une convention comptable

En 1988, la compagnie a adopté les recommandations de la note d'orientation de l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne la comptabilisation des commissions et des coûts associés aux activités de crédit pour les activités de prêts industriels et commerciaux. Ces recommandations ont été appliquées de façon prospective à l'égard des honoraires d'étude de prêts industriels et commerciaux perçus par la compagnie à partir de 1988, mais n'ont cependant pas été appliquées rétroactivement étant donné le peu d'importance des montants constatés dans les résultats des exercices antérieurs. Dorénavant, les honoraires d'étude de ces prêts seront reportés et constatés dans les résultats sur la durée prévue des prêts correspondants, par ajustement du rendement de ces prêts. Les honoraires d'étude ont connu une forte croissance durant l'exercice et leur report a entraîné une diminution de 588 000 \$ du bénéfice net, soit 0,03 \$ pour le bénéfice par action.

4. Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu ont été calculés comme suit :

	1988	1987
Bénéfice avant impôts sur le revenu	17 898 \$	19 988 \$
Dividendes et autres revenus non imposables	(8 377)	(5 142)
Autres éléments	251	(168)
Bénéfice comptable redressé	9 772	14 678
Taux d'impôt statutaire	38,3 %	42,5%
Impôts sur le revenu	3 743 \$	6 238 \$

Les impôts sur le revenu se répartissent comme suit :

Impôts sur le revenu reportés	3 743 \$	2 162 \$
Matérialisation de l'avantage fiscal comptabilisé antérieurement	—	3 979
Impôts sur le revenu exigibles	—	97
	3 743 \$	6 238 \$

5. Activité discontinuée

Le 1er août 1988, Crédit Industriel Desjardins Inc. a vendu toutes les actions en circulation d'une filiale, Location de Camions Locam Inc., en contrepartie d'un prêt et d'un placement en actions privilégiées d'une valeur nominale globale de 39 605 000 \$, échéant à différentes dates jusqu'en 1998. Ces éléments sont présentés au bilan sous le poste «Prêts industriels et commerciaux».

Les éléments d'actif et de passif ainsi que les revenus et les dépenses de la filiale ont été exclus de la consolidation des états financiers de l'exercice et de l'exercice précédent et ont été présentés au bilan sous le poste «Actif net d'une activité discontinuée» et à l'état des résultats sous le poste «Perte d'une activité discontinuée». Pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988, la perte de l'activité discontinuée couvre la période du 1er janvier au 31 juillet 1988.

La perte au montant de 11 314 000 \$ sur la cession des actions de la filiale est présentée à l'état des résultats, à titre de poste extraordinaire, déduction faite des impôts sur le revenu reportés y afférents de 1 515 000 \$.

6. Bénéfice par action

Le bénéfice (la perte) par action est calculé(e) sur le nombre moyen d'actions en circulation qui s'établissait à 18 017 868 pour l'exercice terminé le 31 décembre 1988 (17 675 580 en 1987). Le bénéfice dilué par action a été calculé en fonction du nombre d'actions qui auraient été en circulation au cours des exercices, en supposant que l'exercice de conversion des débentures convertibles ait eu lieu à la date de leur émission. Le nombre moyen dilué des actions en circulation de l'exercice terminé le 31 décembre 1988 s'élevait à 20 959 050 (17 933 440 en 1987). Aux fins de ce calcul, le bénéfice net a été redressé afin de tenir compte des intérêts sur les débentures convertibles qui n'auraient pas été encourus à la suite de l'exercice de conversion. Le calcul de la perte nette diluée par action pour l'exercice terminé le 31 décembre 1988 indique une perte moins élevée que le calcul de la perte nette non diluée et par conséquent n'est pas présentée.

Le bénéfice dilué par action se détaille comme suit:

	1988	1987
Bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire	0,57 \$	0,62 \$
Bénéfice avant poste extraordinaire	0,45 \$	0,53 \$
Bénéfice net	— \$	0,53 \$

7. Provision pour pertes

La provision pour pertes sur les prêts hypothécaires, sur les prêts industriels et commerciaux ainsi que sur les créances provenant de contrats de location-financement a évolué au cours de l'exercice comme suit:

	1988	1987
Solde au début	8 402 \$	6 093 \$
Provision constituée en cours d'exercice	6 281	4 162
Montants radiés au cours de l'exercice	(6 032)	(1 853)
Solde à la fin	8 651 \$	8 402 \$

8. Prêts industriels et commerciaux

Les prêts sont constitués d'hypothèques, d'obligations, de débentures ou de contrats de prêts garantis par des charges spécifiques et/ou flottantes et/ou des cautionnements. Ces prêts ne sont pas considérés rapidement négociables et échoient sur des périodes d'une durée maximale de dix ans.

9. Créances provenant de contrats de location-financement

Les créances provenant de contrats de location-financement se composent des montants suivants:

	1988	1987
Total des paiements minimaux exigibles en vertu des contrats	454 048 \$	385 946 \$
Paiements de location reçus d'avance	7 902	8 444
	446 146	377 502
Revenu non gagné	91 454	79 714
	354 692 \$	297 788 \$

Le revenu non gagné représente l'excédent du loyer brut à recevoir des contrats de location-financement sur le coût des éléments d'actif loués, déduction faite de leur valeur résiduelle estimative. Ce revenu non gagné est inscrit aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et est porté aux résultats selon la méthode du taux constant de rendement.

10. Obligations et actions

	1988		1987	
	Valeur comptable	Valeur du marché	Valeur comptable	Valeur du marché
Obligations				
Gouvernements	27 513 \$	27 936 \$	40 940 \$	41 726 \$
Municipalités et commissions scolaires	35 653	35 722	53 257	53 931
Corporations	18 404	17 936	24 270	23 926
	81 570	81 594	118 467	119 583
Actions	97 431	92 472	89 626	83 280
	179 001 \$	174 066 \$	208 093 \$	202 863 \$

11. Autres éléments de l'actif

	1988	1987
Immobilisations		
Coût	22 908 \$	17 285 \$
Amortissement cumulé	10 776	7 793
	12 132	9 492
Comptes clients	4 877	5 873
Autres	10 252	7 732
	27 261 \$	23 097 \$

12. Dépôts garantis

	1988	1987
Les dépôts garantis se répartissent comme suit :		
Dépôts garantis	1 544 927 \$	1 316 672 \$
Intérêts courus et autres	61 476	49 976
	1 606 403 \$	1 366 648 \$

Les échéances de ces dépôts se répartissent comme suit :

Moins d'un an	57 %	58 %
Un an à cinq ans	42 %	41 %
Plus de cinq ans	1 %	1 %

Des éléments d'actif totalisant 1 606 403 000 \$ (1 366 648 000 \$ en 1987) sont détenus spécifiquement pour garantir ces dépôts de Fiducie Desjardins Inc.

13. Billets

	1988	1987
Billets à ordre à court terme (a)	507 099 \$	291 812 \$
Billets garantis à moyen terme, intérêts à des taux variables ou à des taux fixes variant de 8,30 % à 13,875 %, échéant à différentes dates jusqu'en 1993 (b)	340 790	338 755
	847 889 \$	630 567 \$

(a) Les billets à ordre à court terme sont émis par Crédit Industriel Desjardins Inc. en diverses coupures et pour des échéances ne devant pas dépasser 365 jours. Cette filiale s'est engagée à maintenir en tout temps de l'encaisse et des crédits bancaires non utilisés suffisants pour couvrir le montant total des billets à ordre à court terme en circulation dans le public. Au 31 décembre 1988, le montant de ces billets s'élève à 482 099 000 \$ et l'encaisse et les crédits bancaires non utilisés pour garantir ces billets totalisent 501 470 000 \$.

(b) Les billets sont garantis par une charge flottante sur tous les biens, droits et éléments d'actif présents et futurs de Crédit Industriel Desjardins Inc. et ils doivent respecter les exigences de l'acte de fiducie pourvoyant à la création de ces billets.

Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant requis pour rencontrer les échéances des billets garantis à moyen terme au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 95 045 000 \$ en 1989, 115 518 000 \$ en 1990, 75 818 000 \$ en 1991, 49 723 000 \$ en 1992 et 4 686 000 \$ en 1993.

14. Autres éléments du passif

	1988	1987
Intérêts et dividendes courus	13 023 \$	10 481 \$
Comptes fournisseurs et autres	8 361	5 719
Impôts sur le revenu reportés	7 034	5 109
	28 418 \$	21 309 \$

15. Dettes subordonnées

	1988	1987
Débetures subordonnées (a)		
Série A, taux variable, échéant en 1993	29 000 \$	— \$
Série B, taux variable, échéant en 1989	10 000	—
Série B, taux variable	—	40 000
Série C, 13,25 %	—	11 000
	39 000	51 000
Prêts en sous-ordre (b)	2 000	3 000
	41 000 \$	54 000 \$

(a) Les débetures sont subordonnées aux billets garantis et doivent respecter les exigences d'une convention de fiducie. Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant requis pour rencontrer les échéances des débetures au cours des prochains exercices s'élèvent à 10 000 000 \$ en 1989 et 29 000 000 \$ en 1993. Des corporations du Mouvement Desjardins détiennent 27 000 000 \$ de ces débetures subordonnées au 31 décembre 1988.

(b) Les prêts en sous-ordre ont été consentis par des actionnaires et portent intérêt au taux préférentiel d'une banque à charte plus 1/2 de 1 %. Les remboursements au cours des deux prochains exercices s'établissent à 1 000 000 \$ par année.

16. Part des actionnaires privilégiés des filiales

	1988	1987
Crédit Industriel Desjardins Inc.		
500 000 actions privilégiées Série 1 (a)	— \$	5 000 \$
200 000 actions privilégiées de catégorie «A» (b)	5 000	5 000
Fiducie Desjardins Inc.		
1 200 000 actions privilégiées Série 1 (c)	30 000	30 000
	35 000 \$	40 000 \$

- (a) Privilégiées Série 1, 12,25 % cumulatif, rachetées le 1er février 1988 en contrepartie de 5 200 000 \$ comptant.
- (b) Privilégiées de catégorie «A» de second rang, à dividende préférentiel et cumulatif de 8,50 % jusqu'au 30 septembre 1990 et variable par la suite, rachetables à compter du 1er octobre 1990 au prix de 25 \$ l'action.
- (c) Privilégiées Série 1, à dividende préférentiel et cumulatif d'un taux minimum de 8,50 % jusqu'au 15 avril 1992 et à un taux variable par la suite, rachetables au gré de la compagnie à compter du 15 avril 1992 au prix de 25 \$ l'action.

17. Débentures permanentes

	1988	1987
Débentures non garanties consenties par une compagnie du Mouvement Desjardins, sans échéance, portant intérêt au taux des acceptations bancaires à trois mois, rachetables au gré de la compagnie.	13 000 \$	— \$

18. Débentures convertibles

	1988	1987
Débentures non garanties consenties par une compagnie du Mouvement Desjardins, 8,25 %, convertibles en actions ordinaires au prix de 7,50 \$ l'action jusqu'au 30 septembre 1992, au prix de 7,80 \$ l'action jusqu'au 29 septembre 1997 et obligatoirement convertibles au prix minimum de 5,10 \$ l'action le 30 septembre 1997, rachetables au gré de la compagnie à compter du 30 septembre 1990, échéant le 30 septembre 1997.	15 000 \$	15 000 \$

19. Capital-actions

Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale:

Privilégiées, de catégorie «A», pouvant être émises en série dont le nombre, la désignation, les droits, privilèges et restrictions respectifs de chaque série sont à être déterminés par les administrateurs.

Ordinaires

	1988	1987
Émis et payé		
18 017 868 actions ordinaires	56 617 \$	56 617 \$

20. Opérations conclues avec des apparentés

Trustco Desjardins Inc. est une compagnie du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins. Dans le cours normal de ses opérations, elle a effectué des transactions avec les autres corporations membres du Mouvement Desjardins et d'autres organismes apparentés selon des normes commerciales régulières.

Ces opérations ont généré des revenus pour l'exercice terminé le 31 décembre 1988 de 14 003 000 \$ (12 950 000 \$ en 1987) et des dépenses de 19 787 000 \$ (17 638 000 \$ en 1987). Les revenus se composent d'intérêts sur placements et d'honoraires alors que les dépenses sont constituées principalement d'intérêts versés sur des dépôts garantis et sur des billets ainsi que des dépenses de loyers et d'assurances. De plus, des primes d'assurance-vie totalisant environ 634 000 \$ (650 000 \$ en 1987) ont été perçues relativement aux prêts hypothécaires et remises à une autre compagnie du Mouvement Desjardins.

Le bilan du 31 décembre 1988 comprend des éléments d'actif d'environ 36 531 000 \$ (39 908 000 \$ au 31 décembre 1987) et des éléments de passif d'environ 196 355 000 \$ (133 247 000 \$ au 31 décembre 1987), auprès de corporations membres du Mouvement Desjardins. Les éléments d'actif se composent principalement d'encaisse et de prêts alors que les éléments de passif sont constitués de dépôts garantis, de billets à ordre à court terme, de billets garantis et de dettes subordonnées.

21. Engagements

Les engagements pour les prêts hypothécaires et les prêts industriels et commerciaux non déboursés au 31 décembre 1988 s'établissent à 253 982 000 \$ (258 410 000 au 31 décembre 1987).

Au 31 décembre 1988, les engagements en vertu de baux à long terme sur des espaces à bureaux et de l'équipement informatique sont de 57 363 000 \$ jusqu'à leurs échéances dont 21 068 000 \$ au cours des cinq prochaines années.

22. Régime de retraite

Les employés bénéficient d'un régime de retraite à prestations déterminées dans le cadre d'un régime interentreprises. La dernière évaluation actuarielle, datée du 1er janvier 1988, indiquait que le régime était entièrement capitalisé.

La contribution de l'employeur imputée aux résultats et versée au Régime de rentes du Mouvement Desjardins a été de 2 199 000 \$ en 1988 (1 890 000 \$ en 1987).

23. Événement postérieur à la date du bilan

La compagnie a l'intention d'effectuer, d'ici la fin du mois de mars 1989, une offre de droits de souscription à un minimum de 15 000 000 \$ et un maximum de 20 000 000 \$, valeur nominale globale, de débentures à tous ses actionnaires alors inscrits à ses registres. Les débentures acquises à la suite de l'exercice des droits de souscription seront des débentures à taux fixe, convertibles en actions ordinaires du capital-actions de Trustco Desjardins Inc.; les modalités de ces débentures seront décrites dans l'offre de droits de souscription.

Les fédérations membres du Mouvement Desjardins ont l'intention d'exercer les droits qui leur seront conférés aux termes de cette offre de droits de souscription. Trustco Desjardins Inc. utilisera une partie du produit de cette souscription pour racheter les débentures permanentes détenues par la compagnie membre du Mouvement Desjardins dont il est fait mention à la note 17. Les fédérations céderont alors à cette même compagnie un montant de 13 000 000 \$, valeur nominale globale, de débentures convertibles auxquelles elles auront souscrit.

Appariement de l'actif et du passif selon la sensibilité aux taux d'intérêt

La différence entre le taux moyen gagné sur les placements et le taux moyen payé sur les emprunts est le facteur individuel le plus important dans la détermination des revenus nets de placements de la compagnie. Afin de stabiliser l'écart net d'intérêt et d'obtenir des résultats

financiers stables, la compagnie a pour politique d'apparier les échéances de ses placements et celles de ses emprunts. À cet effet, la compagnie a convenu des accords de crédits croisés avec d'autres institutions financière afin de mieux apparier le revenu net provenant de ses placements et de ses emprunts.

Le tableau suivant présente le profil de la sensibilité des placements et des emprunts aux fluctuations des taux d'intérêt:

Au 31 décembre	1988			1987		
(en milliers de dollars)	Actif	Passif	Écart	Actif	Passif	Écart
Échéances à moins d'un an						
À taux flottant	676 378	141 673	534 705	450 636	100 782	349 854
À taux fixe	806 989	1 292 032	(485 043)	626 202	990 643	(364 441)
	1 483 367	1 433 705	49 662	1 076 838	1 091 425	(14 587)
Échéances à plus d'un an						
1 à 2 ans	416 815	392 542	24 273	404 617	342 935	61 682
2 à 3 ans	383 918	341 779	42 139	299 863	265 830	34 033
3 à 4 ans	197 613	181 973	15 640	218 866	149 911	68 955
4 à 5 ans	103 614	121 289	(17 675)	153 510	149 555	3 955
Plus de 5 ans	40 615	20 528	20 087	27 957	17 116	10 841
	1 142 575	1 058 111	84 464	1 104 813	925 347	179 466
Autres éléments	52 127	186 253	(134 126)	42 658	207 537	(164 879)
	2 678 069	2 678 069		2 224 309	2 224 309	

Rétrospective des cinq derniers exercices

RÉSULTATS SOMMAIRES

(en milliers de dollars)

	1988	1987	1986	1985	1984
Revenus					
Revenus de placements ⁽¹⁾	283 783	223 923	188 090	168 980	147 738
Frais d'intérêts	217 338	166 958	147 348	137 139	121 123
Provision pour pertes	6 281	4 162	3 405	2 852	1 636
	223 619	171 120	150 753	139 991	122 759
Revenus nets de placements	60 164	52 803	37 337	28 989	24 979
Honoraires	26 009	23 073	19 109	16 375	14 245
Revenus avant frais d'exploitation	86 173	75 876	56 446	45 364	39 224
Frais d'exploitation					
Salaires et charges sociales	34 267	29 504	24 818	21 555	19 111
Autres frais d'exploitation	28 872	22 580	18 375	14 366	12 310
	63 139	52 084	43 193	35 921	31 421
Bénéfice avant impôts sur le revenu	23 034	23 792	13 253	9 443	7 803
Impôts sur le revenu ⁽¹⁾	8 879	10 042	5 719	4 019	3 420
Bénéfice avant part des actionnaires privilégiés des filiales	14 155	13 750	7 534	5 424	4 383
Part des actionnaires privilégiés des filiales	3 027	2 689	862	612	612
Bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire	11 128	11 061	6 672	4 812	3 771
Profit (perte) d'une activité discontinuée	(2 547)	(1 555)	296	13	—
Poste extraordinaire	(9 799)	—	—	—	—
Bénéfice net (perte nette)	(1 218)	9 506	6 968	4 825	3771

BIENS ADMINISTRÉS ET DÉTENUS

(en millions de dollars)

	1988	1987	1986	1985	1984
Actif					
Prêts hypothécaires	1 262	1 046	941	845	753
Prêts industriels et commerciaux	653	408	303	246	205
Contrats de location-financement	355	298	182	121	69
Placements et titres	354	384	323	228	233
Autres éléments de l'actif	54	88	66	41	39
	2 678	2 224	1 815	1 481	1 299
Biens sous gestion	14 915	12 085	10 437	8 985	7 457
Total des biens administrés	17 593	14 309	12 252	10 466	8 756

PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES

(en millions de dollars)

Dépôts garantis, billets et autres éléments du passif	2 483	2 018	1 670	1 370	1 218
Dettes subordonnées	41	54	63	53	29
Part des actionnaires privilégiés des filiales	35	40	10	5	5
Débetures permanentes et débetures convertibles	28	15	—	—	—
Avoir des actionnaires	91	97	72	53	47
	2 678	2 224	1 815	1 481	1 299

RATIOS

Par action (en dollars)

Bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire					
— non dilué	0,62	0,63	0,50	0,38	0,31
— dilué	0,57	0,62	0,50	0,38	0,31
Bénéfice net (perte nette)					
— non dilué(e)	(0,07)	0,54	0,52	0,38	0,31
— dilué(e) ⁽²⁾	—	0,53	0,52	0,38	0,31
Avoir des actionnaires	5,07	5,37	4,74	4,08	3,86
Rendement sur l'avoir des actionnaires ⁽³⁾	11,7 %	12,0 %	11,3 %	9,6 %	8,2 %
Rendement sur l'actif ⁽⁴⁾	0,58 %	0,69 %	0,47 %	0,39 %	0,38 %
Marge bénéficiaire sur l'intermédiation financière ⁽¹⁾	2,27 %	2,41 %	2,25 %	2,02 %	1,91 %
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
En fin d'exercice	18 018	18 018	15 161	12 961	12 282
Moyenne de l'exercice	18 018	17 676	13 417	12 621	12 096

(1) Selon l'équivalence fiscale.

(2) Le calcul de la perte nette diluée par action pour l'exercice terminé le 31 décembre 1988 indique une perte moins élevée que le calcul de la perte nette non diluée et par conséquent n'est pas présentée.

(3) Avant activité discontinuée et poste extraordinaire.

(4) Avant dividendes sur actions privilégiées des filiales, activité discontinuée et poste extraordinaire.

Politique concernant les provisions pour pertes sur prêts

Les prêts hypothécaires, les prêts industriels et commerciaux ainsi que les créances provenant de contrats de location-financement sont révisés périodiquement par la direction. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, font l'objet d'une provision spécifique dans l'exercice. C'est aussi la politique de la compagnie d'établir une provision générale.

Les provisions pour pertes sur prêts comptabilisées au bilan s'établissent comme suit:
(en milliers de dollars)

	1988	1987
Prêts hypothécaires		
Solde au début	1 881	1 804
Provision constituée en cours d'exercice	247	300
Montants radiés au cours de l'exercice	(177)	(223)
Solde à la fin	1 951	1 881
Prêts industriels et commerciaux		
Solde au début	4 431	3 284
Provision constituée en cours d'exercice	1 746	1 334
Montants radiés au cours de l'exercice	(3 305)	(187)
Solde à la fin	2 872	4 431
Créances provenant de contrats de location-financement		
Solde au début	2 090	1 005
Provision constituée en cours d'exercice	4 288	2 528
Montants radiés au cours de l'exercice	(2 550)	(1 443)
Solde à la fin	3 828	2 090
En fin d'exercice, la provision pour pertes se répartit ainsi:		
Provision générale	5 132	2 907
Provision spécifique	3 519	5 495
	8 651	8 402



Crédit Industriel Desjardins



Location Desjardins

Faits saillants

Pour l'exercice (en milliers de dollars)	1988	1987	Variation en %
Revenus avant frais d'exploitation (selon l'équivalence fiscale)	29 895	24 488	+ 22
Bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire	5 842	5 556	+ 5
Bénéfice net (perte nette)	(6 504)	4 001	– 263
Par action (en dollars)			
Bénéfice avant perte d'une activité discontinuée et poste extraordinaire	0,75	0,67	+ 12
Bénéfice net (perte nette)	(1,09)	0,44	– 348
Dividende	0,175	0,16	+ 9
Au 31 décembre 1988 (en millions de dollars)			
Actif	973	762	+ 28
Financements consentis et acceptés	540	451	+ 20
Prêts industriels et commerciaux	591	395	+ 50
Créances provenant de contrats de location-financement	355	298	+ 19
Capital permanent ⁽¹⁾	67	68	– 2
Ratios			
Ratio dette/capital permanent	13,5	10,2	
Nombre de clients par secteurs			
Prêts industriels et commerciaux	1 236	951	+ 30
Location-financement	22 965	18 400	+ 25

⁽¹⁾ Le capital permanent comprend l'avoir des actionnaires ainsi que les débetures permanentes et les débetures convertibles.

Aperçu de l'année 1988

L'année 1988 a été ponctuée de choix importants, qui nous permettent aujourd'hui de nous appuyer sur une organisation encore plus solide et de nous positionner favorablement par rapport à notre environnement concurrentiel.

Le premier de ces choix a été de consolider notre position sur le marché en concentrant nos activités dans nos secteurs les plus rentables: pour ce faire, nous avons pris la décision de nous départir de notre filiale Location de Camions Locam inc. La récente révision de notre mission nous a par ailleurs amenés à intensifier nos liens avec le Mouvement Desjardins. Enfin, notre intégration au Trustco Desjardins nous confère désormais un atout majeur face à notre concurrence.

Un niveau élevé d'activité

Les résultats de l'année 1988 démontrent que le Crédit Industriel Desjardins continue d'être très actif sur les marchés du financement à terme et de la location-financement.

Pendant cette période, notre actif a augmenté de 28 %, passant de 762 millions \$ à 973 millions \$. Cette performance est attribuable à la progression marquée du volume des nouvelles affaires, qui a atteint une valeur de 540 millions \$, soit 89 millions \$ de plus qu'en 1987. La qualité du portefeuille s'est par ailleurs maintenue, comme en témoigne la diminution des pertes sur prêts: celles-ci sont passées de 0,62 % à 0,51 % du portefeuille moyen.

Pour l'ensemble de ses activités, le Crédit Industriel Desjardins a généré des revenus nets de placements de 27,4 millions \$, en hausse de 20 % par rapport à l'année précédente. Selon l'équivalence fiscale, les revenus nets de placements se chiffrent à 27,8 millions \$, 22 % de plus qu'en 1987 alors qu'ils se situaient à 22,8 millions \$. Pour leur part, les revenus d'honoraires ont atteint 2,1 millions \$, soit un taux de croissance de 21 %. C'est dans les secteurs reliés aux activités de prêts industriels et commerciaux que nous avons enregistré les augmentations les plus importantes.

Pendant cette période, nos revenus avant frais d'exploitation ont atteint 29,5 millions \$, 20 % de plus que les 24,5 millions \$ de l'année précédente. Selon l'équivalence fiscale, ils s'établissent à 29,9 millions \$, soit une augmentation de 22 %. La croissance des frais d'exploitation, nécessaire pour supporter l'augmentation importante de l'actif, a été de l'ordre de 38 %; le pourcentage de ces frais par rapport au portefeuille moyen est cependant demeuré stable, passant de 2,47 % à 2,46 %.

Le bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire se chiffre à 5,8 millions \$; il demeure donc sensiblement inchangé par rapport à 1987. Par ailleurs, compte tenu d'une perte d'exploitation de 2,5 millions \$ résultant d'une activité discontinuée et d'un poste extraordinaire négatif de 9,8 millions \$, reliés tous deux à la vente de Locam, le Crédit Industriel Desjardins enregistre pour 1988 une perte nette de 6,5 millions \$ ou 1,09 \$ par action, en comparaison d'un bénéfice net de 4 millions \$ ou 0,44 \$ par action en 1987.

À l'automne 1988, le Mouvement Desjardins a injecté 12,5 millions \$ de nouveau capital permanent dans le Crédit Industriel Desjardins, par l'entremise du Trustco Desjardins.

Vente de la filiale Locam

Le 1er août 1988, le Crédit Industriel Desjardins vendait toutes les actions de sa filiale Locam. En contrepartie, il refinançait à taux réduit sous forme d'un prêt et d'un placement en actions privilégiées les avances qu'il avait déjà consenties à Locam. La valeur nominale globale de ce refinancement s'établit à 39,6 millions \$.



Pertes sur prêts (% du portefeuille moyen)

1988	0,51
1987	0,62
1986	0,62
1985	0,61
1984	0,74

Revenus avant frais d'exploitation* (en millions de dollars)

1988	15,9
1987	14,0
1986	10,9
1985	13,6
1984	6,8
	8,3
	4,3
	5,2
	4,8
	3,0

■ Financement aux entreprises
■ Location Desjardins
*selon l'équivalence fiscale

Étant donné que le refinancement a été réalisé à taux réduit, la direction du Crédit Industriel Desjardins a comptabilisé un escompte sur le prêt et les actions privilégiées; ce traitement comptable permet d'assurer à l'institution un rendement normal sur ce refinancement pendant sa durée résiduelle. Cet escompte constitue la principale composante de la perte de 9,8 millions \$ inscrite comme poste extraordinaire à l'état des résultats. On retrouve aussi à l'état des résultats

L'actif a augmenté de 28 %, passant de 762 millions \$ à 973 millions \$, tandis que le volume des nouvelles affaires a atteint une valeur de 540 millions \$, soit 89 millions \$ de plus qu'en 1987.

une perte d'un montant de 2,5 millions \$ résultant d'une activité discontinuée, qui correspond à la perte d'exploitation de Locam pour la période du 1er janvier au 31 juillet 1988.

Changement d'identification visuelle et expansion du réseau

Afin de bénéficier pleinement de son appartenance au Mouvement Desjardins, le Crédit Industriel Desjardins a renouvelé son image visuelle. Par sa conception graphique, le nouveau logo communique avec dynamisme notre identification à Desjardins. S'ajoutant aux activités que nous avons menées en cours d'année avec les caisses, ce changement confirme la volonté de la direction que le Crédit Industriel Desjardins soit un partenaire Desjardins à part entière.

Comme prévu, nous avons ouvert à l'automne 1988 une première succursale en Ontario. Reflet de la croissance de nos affaires, nous avons également procédé à l'expansion et au réaménagement de notre siège social au Complexe Desjardins, où nous avons regroupé les services de l'administration, de la comptabilité, de l'informatique et des ressources humaines.

Location Desjardins a pour sa part installé sa succursale de Montréal dans des locaux plus spacieux, afin de mieux répondre aux besoins de la clientèle en y regroupant l'ensemble de ses services.

Gestion de l'information

La direction du Crédit Industriel Desjardins a autorisé en 1988 la création du projet «déCIDE», qui vise à doter l'entreprise d'un support informatique à la fine pointe de la technologie en vue de soutenir la croissance prévue des activités dans les années à venir. La première phase du projet a débuté au printemps 1988; il devrait être complété en 1990.

Perspectives

Pendant les prochaines années, le Crédit Industriel Desjardins et Location Desjardins se concentreront sur la rentabilité de l'ensemble de leurs opérations, afin de pouvoir contribuer efficacement aux objectifs que s'est fixés le Trustco Desjardins; nous mettrons alors l'accent sur la rationalisation des coûts d'exploitation et sur le contrôle de la qualité. La persistance de leur dynamisme permettra au Crédit Industriel Desjardins et à Location Desjardins de conserver leur place de «leader» dans leurs champs d'activité respectifs.



De gauche à droite, MM. Paul Juneau, vice-président Financement aux entreprises, Andrew Bowker, directeur délégué, succursale de Montréal, et Raymond Boulanger, vice-président Crédit.

Le Crédit Industriel Desjardins s'est concentré en 1988 dans deux secteurs d'activité où il a développé au cours des dernières années une expertise reconnue et atteint une bonne rentabilité: les services de financement à terme aux entreprises, et les services de location-financement.

Nouveaux financements consentis et acceptés
(en millions de dollars)



Financement aux entreprises

En matière de financement aux entreprises, le Crédit Industriel Desjardins a pour mission d'offrir aux entreprises des produits financiers conçus «sur mesure» pour répondre à leurs besoins spécifiques. Ces services viennent compléter la gamme de services financiers proposés par les caisses, tout en ouvrant au Mouvement Desjardins de nouvelles avenues dans le domaine du financement à moyen et à long terme pour les PME.

Volume d'affaires

Poursuivant sur sa lancée, la division Financement aux entreprises a maintenu une croissance soutenue de ses activités tout au long de l'année, à un rythme tel qu'il lui a permis de dépasser chaque mois ses prévisions.

Évolution du portefeuille (en millions de dollars)

1988 610

1987 402

1986 293

1985 234

1984 190

Après avoir connu en 1987 une hausse de 48 % des nouveaux financements, nous avons enregistré à nouveau en 1988 une augmentation record, de l'ordre de 53 %. Le volume de nos nouvelles affaires s'est ainsi chiffré à 352 millions \$. Notre revenu net s'est accru de 46 %, pour atteindre 15,9 millions \$. Pendant cette période, notre portefeuille de prêts s'est accru de 52 %, pour se chiffrer

Afin d'élargir nos marchés, nous avons ouvert à l'automne 1988 une succursale à Ottawa qui dessert tout l'est de l'Ontario.

à 610 millions \$ en fin d'exercice. Le pourcentage de nos pertes sur prêts est passé en 1988 de 0,30 % à 0,13 % du portefeuille moyen, ce qui constitue une performance remarquable.

Nous attribuons pour une bonne part ces résultats très satisfaisants aux efforts constants de l'ensemble de notre personnel, aux programmes de formation et de perfectionnement mis en place à l'intention de nos professionnels, de même qu'aux mesures prises au cours des deux dernières années pour informatiser nos outils de travail.

Nos efforts de concertation avec les caisses Desjardins ont également porté fruit, puisque nous avons réalisé avec elles près de 90 millions \$ de nouvelles affaires conjointes.

Développement

Comme prévu dans ses objectifs pour l'année 1988, la division Financement aux entreprises a créé une vice-présidence adjointe pour offrir à sa clientèle un crédit-bail «mid ticket» d'une valeur s'échelonnant de 100 000 \$ à 5 millions \$. De plus, les spécialistes du Crédit Industriel Desjardins sont maintenant en mesure d'offrir à la clientèle un financement «mezzanine», lequel peut servir à financer des acquisitions ou des fusions d'entreprises.

Soucieuse de se doter d'une image d'une envergure plus nationale et de pénétrer d'autres marchés, la division a ouvert à l'automne 1988 une succursale à Ottawa pour desservir tout l'est de l'Ontario.

Enfin, pour continuer de répondre adéquatement à sa clientèle et pour maintenir ses avantages concurrentiels, soit le prêt «sur mesure» et la rapidité du service, la division a revu à l'automne 1988 sa structure organisationnelle et y a apporté des changements. Une vice-présidence Crédit a aussi été créée pour s'assurer que soient maintenues des normes élevées de qualité dans nos politiques et critères de crédit.

Orientations 1989

En 1989, nous visons principalement à maintenir une bonne rentabilité, tout en conservant nos parts de marché dans les secteurs traditionnels du financement à terme, soit les prêts industriels et commerciaux.

Dans cette optique, nous continuerons à améliorer et à diversifier nos produits et poursuivrons les études de marché déjà amorcées pour identifier et évaluer les possibilités d'étendre notre réseau, au Québec et hors Québec. De même, nous intensifierons nos relations d'affaires avec les institutions du Mouvement Desjardins, particulièrement avec les caisses, afin d'accentuer notre présence sur le marché des PME.



Assis de gauche à droite, MM. Yvon Hurtubise, vice-président adjoint, Crédit-bail, Michel Paquette, vice-président adjoint, Rive-Sud et Estrie.
 Debout, MM. Jacques Grégoire, vice-président adjoint, Montréal et Ouest du Québec, et Robert Charpentier, directeur Marketing et Recherche.

Revenus avant frais d'exploitation*

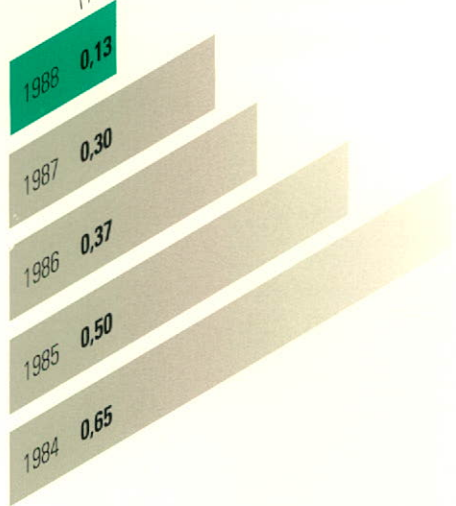
(en millions de dollars)



*selon l'équivalence fiscale

Pertes sur prêts

(% du portefeuille moyen)



Trésorerie

Les activités de la trésorerie visent essentiellement à assurer l'approvisionnement en fonds, nécessaires à la poursuite des affaires, et à gérer le risque d'appariement relié aux fluctuations des taux d'intérêt. Pour ce faire, le développement des marchés institutionnels et de semi-détail a été la pierre angulaire de la stratégie de diversification de la levée de fonds.

Diversification des sources de fonds et gestion du risque

Au cours de l'année, le marché de l'investisseur de semi-détail, composé principalement de corporations et de particuliers, a été privilégié en tant que source de fonds; les fonds en provenance de ce segment de marché représentent respectivement 67 % et 54 % de nos activités de levée de fonds à court terme et à moyen terme pour 1988. De plus, la percée déjà amorcée du côté du marché institutionnel hors Québec a été poursuivie; la portion des fonds recueillis à même ce marché s'élève à 14 % de nos émissions de dette à moyen terme pour l'année.

De façon à stabiliser le revenu net, notre politique de gestion de l'actif et du passif consiste à viser un niveau d'appariement qui permette d'immuniser notre institution contre des fluctuations subites des taux d'intérêt. Pour ce faire, nous avons entre autres utilisé différents instruments synthétiques tels les accords de crédits croisés. En date du 31 décembre 1988, l'excédent de la dette à taux variable était de 18,5 millions \$ seulement, ce qui représente un niveau de risque très acceptable compte tenu de la taille du portefeuille.

Capitalisation

En avril 1988, le Crédit Industriel Desjardins a procédé à une émission de 29 millions \$ de débentures subordonnées, échéant en 1993. Cette émission a été écoulee sur le marché institutionnel, au Québec et hors Québec.

Au cours du quatrième trimestre, le Mouvement Desjardins, par l'entremise du Trustco Desjardins, a injecté 12,5 millions \$ de nouveau capital permanent au sein du Crédit Industriel Desjardins, ce qui nous a permis de maintenir notre capital permanent à un niveau favorable. En fin d'exercice, le ratio dette/capital permanent s'établissait ainsi à 13,5 : 1 en comparaison de 10,2 : 1 l'année précédente.



De gauche à droite, M. Robert Rocheleau, directeur Relation avec les investisseurs, Mme Danielle Danis, adjointe administrative, et M. John DaCosta, arbitragiste.

Orientations 1989

Compte tenu de la stabilité et de la diversification recherchées en matière de gestion financière, le Crédit Industriel Desjardins s'est donné pour objectif en 1989 de consolider sa présence sur les marchés de semi-détail et de poursuivre le développement du marché institutionnel hors Québec. De plus, la nouvelle structure du Trustco Desjardins, sous l'égide de laquelle la Fiducie Desjardins et le Crédit Industriel Desjardins

ont été regroupés, amène une nouvelle dimension d'équilibre du passif. Cette nouvelle structure plus imposante ne manquera pas de susciter l'intérêt des investisseurs institutionnels. Enfin, la gestion du bilan en vue de maintenir un levier favorable demeurera une priorité.

Location Desjardins

Location Desjardins a pour mission d'offrir des services de crédit-bail pour des transactions inférieures à 100 000 \$ dans le secteur de l'automobile, du camion, de l'équipement et de la machinerie lourde.

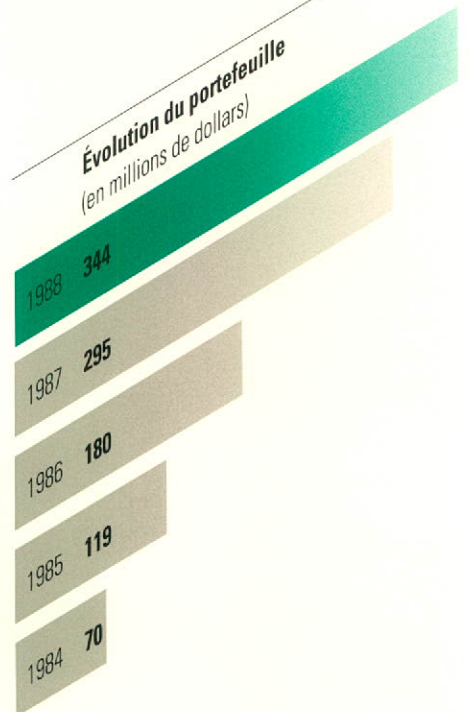


De gauche à droite, MM. Richard Fortin, vice-président Crédit, Guy Kavanagh, vice-président et directeur général, Raymond Corbeil, vice-président Marketing, et Yvan Quintal, vice-président Ventes.

En septembre 1988, nous avons changé le nom de Location Pierre Lafleur, sous lequel nous faisons affaires depuis 1981, pour celui de Location Desjardins. Cette décision marque un tournant: notre nouveau nom met en effet clairement en évidence notre appartenance au Mouvement Desjardins et reflète notre volonté de miser sur la synergie avec ses autres composantes.

Consolidation des activités

C'est sous le signe de la consolidation et de la rationalisation que Location Desjardins a mené ses activités en 1988. Nous avons ainsi pu élaborer et mettre en place une nouvelle approche de mise en marché rendue nécessaire par la croissance spectaculaire de nos activités au cours des dernières années, de même que par les mutations profondes qui surviennent sur notre marché.



Nouveaux financements consentis et acceptés (en millions de dollars)

1988 188

1987 221

1986 131

1985 96

1984 53

Pendant cette période, malgré un ralentissement par rapport à l'exceptionnelle performance de 1987, nous avons obtenu d'excellents résultats sur un marché en pleine ébullition. Le portefeuille de Location Desjardins a ainsi progressé de 17 %, passant de 295 millions \$ à 344 millions \$. Il totalisait en fin d'année 30 659 dossiers, soit 27 % de plus qu'en 1987. Le volume de nos nouvelles

Le portefeuille de Location Desjardins totalisait en fin d'année 30 659 dossiers, soit 27 % de plus qu'en 1987.

affaires a pour sa part atteint 188 millions \$, et ce, sans aucune acquisition de portefeuilles de compagnies concurrentes.

Dans le secteur automobile, l'année 1988 a été marquée par l'entrée massive de nouveaux concurrents sur le marché du crédit-bail, dont certains manufacturiers, de même que par une diminution de l'ordre de 2 % du niveau des ventes d'automobiles neuves. Nous avons cependant réussi à conserver notre position de chef de file sur ce marché très concurrentiel, avec 5 900 nouveaux contrats automobiles, pour un volume d'affaires de 105 millions \$. À la suite d'une politique de rationalisation du marché, le secteur des camions et remorques a affiché 485 nouveaux contrats comparativement à 720 en 1987. Le secteur équipement a pour sa part réalisé un volume d'affaires de 65 millions \$, contre 79 millions \$ l'année précédente. Cette performance est attribuable pour une large part à notre politique de sélection de produits.

Développement

Conformément à notre plan d'affaires, nous avons développé au cours de l'année une approche de vente axée sur la spécialisation par produit, qui nous permettra d'offrir dès le début de 1989 des services-conseils «sur mesure» à notre clientèle. Un programme complet de formation et d'information a été élaboré sur ce plan à l'intention de nos conseillers en location. De même, nous avons mis en place des mécanismes en vue d'accroître la qualité, l'efficacité et la rapidité de notre service après-vente.

Nous avons poursuivi le développement de notre nouveau système informatique en vue d'accélérer d'ici le début de 1990 le traitement de l'information et d'offrir un meilleur service, tout en nous dotant d'outils de gestion adaptés à notre croissance.

Orientations 1989

Nous entendons maintenir en 1989 notre position de chef de file sur le marché. Pour ce faire, nous avons prévu dans notre plan d'affaires une mise en marché dynamique, axée sur des produits de qualité destinés à des clientèles cibles. Nous accentuerons par ailleurs la spécialisation de notre personnel et continuerons à développer notre nouveau système informatique afin d'offrir un service hors pair à l'ensemble de notre clientèle. Enfin, nous accorderons une attention particulière aux centres de revenus et dépenses, dans l'optique d'une contribution efficace à la croissance financière du Trustco Desjardins.



De gauche à droite, Mme Jocelyne Maheu, directrice de crédit, MM. Jules Duperreault, directeur, Location automobile, et Maurice Launière, directeur régional, tous de la succursale de Montréal.

Revenus avant frais d'exploitation (en millions de dollars)

1988	14,0
1987	13,6
1986	8,3
1985	5,2
1984	3,0

Pertes sur prêts (% du portefeuille moyen)

1988	1,08
1987	1,08
1986	1,07
1985	0,86
1984	1,02

Résultats financiers

Crédit Industriel Desjardins inc.

États financiers sommaires

au 31 décembre 1988

(en milliers de dollars)

RÉSULTATS SOMMAIRES	1988	1987
Revenus nets de placement	27 409 \$	22 787 \$
Revenus d'honoraires	2 051	1 698
Revenus avant frais d'exploitation	29 460	24 485
Frais d'exploitation	20 420	14 810
Impôts sur le revenu	3 198	4 119
Bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire	5 842	5 556
Perte d'une activité discontinuée	(2 547)	(1 555)
Poste extraordinaire	(9 799)	—
Bénéfice net (perte nette)	(6 504)\$	4 001 \$
Bénéfice (perte) par action (en dollars)		
Bénéfice avant activité discontinuée et poste extraordinaire	0,75 \$	0,67 \$
Bénéfice net (perte nette)	(1,09)\$	0,44 \$

BILAN SOMMAIRE

Actif		
Prêts industriels et commerciaux	591 341 \$	395 368 \$
Créances provenant de contrats de location-financement	354 692	297 788
Autres éléments de l'actif	26 667	69 129
	972 700 \$	762 285 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Billets et autres éléments du passif	866 840 \$	643 223 \$
Dettes subordonnées	39 000	51 000
Déventures permanentes et déventures convertibles	27 500	15 000
Avoir des actionnaires	39 360	53 062
	972 700 \$	762 285 \$



Fiducie Desjardins



Gestion Placements Desjardins

Faits saillants

Pour l'exercice (en milliers de dollars)	1988	1987	Variation en %
Revenus avant frais d'exploitation (selon l'équivalence fiscale)	57 368	52 199	+ 10
Bénéfice avant poste extraordinaire	9 002	8 694	+ 4
Bénéfice net	7 446	8 694	- 14
Par action (en dollars)			
Bénéfice avant poste extraordinaire	0,52	0,59	- 12
Bénéfice net	0,40	0,59	- 32
Dividende	0,205	0,185	+ 11
Au 31 décembre 1988 (en millions de dollars)			
Actif	1 715	1 473	+ 16
Biens sous gestion	14 915	12 085	+ 23
Total des biens administrés	16 630	13 558	+ 23
Prêts hypothécaires	1 262	1 046	+ 21
Dépôts garantis	1 606	1 367	+ 18
Avoir des actionnaires	97	95	+ 2
Ratio			
Ratio dette/avoir des actionnaires	16,6	14,5	

Aperçu de l'année 1988

C'est un visage différent que présente la Fiducie Desjardins dans ce rapport annuel. Ce visage reflète les nouvelles orientations qu'elle s'est données et les décisions majeures qu'elle a prises en cours d'année afin de s'ajuster à son environnement concurrentiel.

Nous avons ainsi adopté un nouveau nom, qui affiche clairement notre affiliation au plus important groupe financier du Québec, le Mouvement Desjardins, et notre volonté de raffermir nos liens avec lui. Grâce à notre récent regroupement avec le Crédit Industriel Desjardins au sein du Trustco Desjardins, nous avons par ailleurs consolidé nos bases financières et commerciales: nous nous sommes positionnés favorablement sur les marchés financiers, ce qui favorisera indéniablement notre développement à moyen terme. De plus, de nouveaux produits et l'expansion de notre réseau de succursales nous ont permis pendant cette période de raffermir encore plus solidement notre présence sur le marché.

Une croissance soutenue

La croissance enregistrée en 1988 par la Fiducie dans tous ses secteurs d'activité témoigne de son dynamisme et de l'efficacité de ses stratégies de développement. Pendant l'année, la révision à la hausse de la cote de crédit de ses certifi-

Cette progression de notre actif reflète une croissance intéressante de nos activités d'intermédiation financière. Compte tenu de la contraction des marges bénéficiaires par rapport à 1987, celle-ci ne s'est toutefois pas traduite par une hausse proportionnelle des revenus nets de placements. Ce phénomène, qui a affecté l'ensemble de l'industrie des services financiers, s'explique surtout par l'intensification de la concurrence sur le marché de détail d'une part et le comportement des taux d'intérêt en 1988 d'autre part.

Les revenus de placements se sont ainsi élevés en 1988 à 166,5 millions \$, soit une croissance de 18 %. Pendant cette période, les coûts du financement ont connu une hausse de 21 %. Les revenus nets de placements se sont conséquemment chiffrés à 28,3 millions \$, en hausse de 6 %; considérés selon l'équivalence fiscale, ils ont

Actif
(en millions de dollars)

1988 1 715

1987 1 473

1986 1 295

1985 1 119

1984 1 036

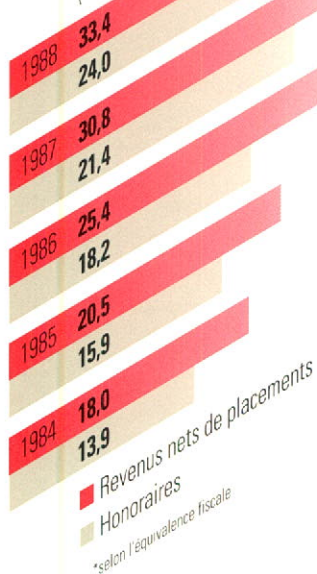
L'actif investi en prêts hypothécaires a connu une hausse de 21 % pour se chiffrer à 1,3 milliard \$ alors que l'encours des dépôts garantis a augmenté de 18 %, pour atteindre 1,6 milliard \$.

cats de placement garanti à moyen terme est d'ailleurs venue confirmer la santé financière de l'institution.

Avec une augmentation de 16 % de son actif, qui atteint ainsi 1,7 milliard \$, le rythme de croissance de la Fiducie en 1988 dépasse celui des dernières années. Il est attribuable en grande partie à la progression de son portefeuille de prêts hypothécaires, qu'une hausse de 21 % a porté à 1,3 milliard \$. Pour sa part, l'encours des dépôts garantis a augmenté de 18 %, pour atteindre 1,6 milliard \$. En fin d'exercice, le total des biens administrés s'établissait à 16,6 milliards \$, soit 23 % de plus que l'année précédente.

atteint 33,4 millions \$, 8 % de plus qu'en 1987. De leur côté, les revenus d'honoraires ont atteint 24 millions \$, soit une croissance de 12 %, attribuable principalement à l'intensification des activités de prêts hypothécaires, de garde de titres et de plans d'épargne. Les revenus nets avant frais d'exploitation ont donc augmenté de 9 % pour se chiffrer à 52,2 millions \$; selon l'équivalence fiscale, ils se sont établis à 57,4 millions \$ ou 10 % de plus qu'en 1987.

Revenus avant frais d'exploitation* (en millions de dollars)



Pour leur part, les frais d'exploitation atteignent 42,7 millions \$, en hausse de 15 %; ces résultats reflètent la nécessité de faire face à la croissance des activités et une volonté d'investir dans le développement des affaires tout en maintenant un contrôle serré sur la croissance des coûts.

Le bénéfice avant poste extraordinaire s'établit ainsi à 9 millions \$, 4 % de plus que l'année précédente. Compte tenu de la participation minoritaire détenue par la Fiducie Desjardins dans le Crédit Industriel Desjardins, une perte extraordinaire de 1,6 million \$ a été enregistrée. Cette perte est consécutive à la décision du Crédit Industriel Desjardins de se départir de sa filiale Locam afin de concentrer ses énergies dans ses secteurs d'activité les plus rentables. En conséquence, le bénéfice net de la Fiducie Desjardins est passé en 1988 à 7,4 millions \$.

Un nouveau nom qui s'accorde à notre réalité

Conformément à notre mission, nous avons poursuivi en 1988 notre objectif de nous imposer comme l'«alternative Desjardins» au niveau des sociétés de fiducie ou «trusts» et nous avons à cet égard consacré beaucoup d'efforts au développement de nos affaires. Le décloisonnement à l'intérieur du Mouvement Desjardins nous a également amenés à jouer un rôle de plus en plus actif auprès du réseau des caisses: nous avons appuyé leurs efforts en mettant à contribution notre expertise dans divers secteurs d'activité de même que nos systèmes informatiques et en leur rendant disponibles certains de nos produits. Ces échanges ont été très fructueux.

Pour bien marquer l'importance de la nouvelle mission que nous assumons désormais dans l'industrie des compagnies de fiducie et à l'intérieur du Mouvement Desjardins, nous avons pris cette année la décision de changer notre nom et d'adopter une identité plus conforme à notre réalité.

Le 3 octobre dernier, la Fiducie du Québec annonçait ainsi qu'elle porterait désormais le nom de Fiducie Desjardins et rendait publique la nouvelle image visuelle qu'elle utilise maintenant dans toutes ses communications. Cette nouvelle signature reflète l'engagement que nous avons pris d'intensifier notre rôle de partenaire du Mouvement Desjardins et d'augmenter notre présence auprès des particuliers, des sociétés et des organismes désireux de transiger avec une société de fiducie.

Les activités de communication entourant notre changement de nom ont appuyé efficacement notre développement commercial.

Perspectives

Pour les trois prochaines années, la Fiducie s'est fixé pour objectif de contribuer pleinement à la rentabilité du Trustco Desjardins, en mettant en place une structure opérationnelle qui lui permettra d'assurer progressivement un rendement de 15 % sur l'avoir des actionnaires. La réalisation de cet objectif passe par l'offre d'un service de haute qualité, conforme aux attentes de la clientèle.

Pour atteindre cet objectif, nous entendons:

- diversifier nos activités d'intermédiation financière tant sur le plan des produits que sur le plan géographique, ce qui nous permettra, entre autres, une plus grande flexibilité et une gestion plus efficace de notre marge bénéficiaire;
- maintenir une présence forte dans le secteur des activités à honoraires, où les revenus sont plus stables;
- participer pleinement au processus de décloisonnement à l'intérieur du Mouvement Desjardins, processus dans lequel nous sommes déjà bien engagés au bénéfice réciproque de toutes les parties;
- établir auprès de nos divers publics un positionnement fort de l'institution en tant qu'«alternative Desjardins» dans l'industrie des sociétés de fiducie ou «trusts»;
- assurer une contribution optimale de nos ressources humaines au développement de l'institution;
- gérer de façon plus intégrée la qualité dans l'entreprise;
- fidéliser encore davantage notre clientèle et augmenter son volume d'affaires avec la Fiducie, par une offre de service intégrée bien adaptée aux besoins des divers groupes.

Services aux particuliers

En proposant aux particuliers une «alternative Desjardins» dans l'industrie des compagnies de fiducie, la Fiducie vise à établir des relations d'affaires durables et satisfaisantes avec ses clients, en vue de les aider à constituer, accroître et gérer efficacement leur capital. Nous misons pour ce faire sur la diversification de nos produits, sur le niveau élevé de leur rapport qualité-prix, sur des services conseils judicieux et adaptés aux besoins de notre clientèle et sur l'expansion de notre réseau de succursales. C'est ce à quoi nous nous sommes employés en 1988.

Croissance du volume d'affaires

Cette approche nous a permis d'augmenter de façon substantielle notre volume d'affaires avec les particuliers, et ce, dans un marché perturbé où l'effondrement des cours boursiers d'octobre 1987 avait modifié radicalement les comportements des consommateurs. Grâce à l'excellence de nos produits de placement garanti, à l'efficacité de notre réseau de succursales et à nos efforts soutenus de commercialisation, nous avons été en mesure de tirer parti de ce bouleversement du marché et du glissement qui a suivi vers les véhicules financiers à revenu fixe.

Les ventes de certificats de placement garanti réalisées par l'intermédiaire de nos succursales ont ainsi augmenté de 20 %, passant de 221 millions \$ à 264 millions \$. En dépit d'une situation concurrentielle intense, le niveau de ces transactions a été particulièrement élevé au début et à la fin de l'exercice, alors que nous avons enregistré des entrées de fonds records; pendant la même période, nous avons enregistré un taux de renouvellement de nos certificats de placement garanti de 75 %. Une mise en marché efficace amorcée l'année précédente nous a par ailleurs permis de réaliser une percée intéressante sur le nouveau marché des fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR).



Assis de gauche à droite, MM. Yvon Monette, directeur Administration, Épargne et Placement, Marcel Sarrazin, vice-président Services aux particuliers. Debout, MM. Jean-Claude Lupien, vice-président adjoint Ventes, Épargne et Placement, et Michel Juneau, directeur Services-conseils aux particuliers.

Fidèle à la priorité qu'elle a choisie d'accorder à la qualité du service à la clientèle dans une perspective d'efficacité et de rentabilité, la Fiducie mène ses activités en fonction des besoins de trois groupes distincts de clients: les particuliers, les caisses, et les sociétés et institutions. Cette approche, sur laquelle repose

notre structure corporative, nous a permis cette année de répondre plus adéquatement aux besoins de chaque groupe, en lui offrant une expertise spécialisée et des produits et services bien adaptés. Notre volume d'affaires s'en est accru d'autant.

Dépôts garantis
(en millions de dollars)

1988 1 606

1987 1 367

1986 1 233

1985 1 062

1984 985



Assis de gauche à droite, M. Eric Marsolais, directeur adjoint, et Mme Gaétane Chiasson, préposée à la clientèle, de la succursale de Pointe Claire. Debout, M. Paul Blais, directeur de la succursale, Mme Carole Dinardo, secrétaire-réceptionniste, et M. François Vincent, conseiller, ainsi que M. Jean-Marc Fauteux, directeur régional

Parallèlement, la fluctuation des taux d'intérêt a encouragé bon nombre de particuliers à se tourner vers les dépôts garantis à court terme. Nos succursales ont alors enregistré une progression intéressante de ces dépôts. En contrepartie, comme il fallait s'y attendre, les ventes de parts des Fonds de placement Desjardins ont suivi la tendance à la baisse du marché.

Nouveaux produits et développement du réseau

À l'écoute de ses clients, la Fiducie Desjardins a continué pendant cette période à développer des produits innovateurs, adaptés aux nouvelles réalités du marché. Nous avons ainsi

Conscients du niveau d'exigence de notre clientèle, nous poursuivons sans relâche nos efforts en vue d'améliorer nos services. Grâce à de nouveaux systèmes, les acheteurs de certificats de placement garanti peuvent maintenant obtenir sans délai dans nos succursales une copie de leur certificat ou leur remboursement. Par ailleurs, pour être en mesure d'offrir des services davantage personnalisés à notre clientèle, nous faisons l'expérience de systèmes de micro-informatique dans quatre de nos succursales.

La Fiducie Desjardins a ouvert, en 1988, deux nouvelles succursales: une à Charlesbourg et une à Pointe-Claire, ce qui porte à treize le nombre de ses succursales. Son programme triennal en prévoit trois nouvelles en 1989, puis deux pour chacune des années 1990 et 1991.

profité de la latitude que nous autorise la nouvelle Loi sur les compagnies de fiducie pour innover sur le marché des REER, et offrir dès le début de 1989 un REER insaisissable (rente à terme fixe). Nous avons par ailleurs développé un nouveau fonds de placement, qui répondra au besoin accru des consommateurs en matière de liquidité: le Fonds Marché monétaire.

Pendant cette période, la Fiducie Desjardins a intensifié sa présence auprès de la clientèle des particuliers dans leur milieu même, grâce à l'ouverture de deux nouvelles succursales: une première à Charlesbourg, et une seconde à Pointe-Claire qui nous permettra de pénétrer davantage le marché anglophone. Cette expansion du réseau, qui porte à treize le nombre de nos succursales, s'accélérera dans le cadre d'un programme triennal qui prévoit trois nouvelles succursales en 1989, puis deux pour chacune des années 1990 et 1991. Dans un esprit de complémentarité avec le réseau des caisses, nous travaillons simultanément à un rapprochement entre nos succursales et les caisses de leur voisinage.

Orientations 1989

Pour 1989, nous nous sommes donné comme priorités «l'écoute du client», la mise en place d'un fonctionnement plus souple et personnalisé dans nos relations d'affaires, la diversification accrue de nos produits et l'expansion de notre réseau de succursales.

Un nouveau fichier-clients nous permettra d'offrir à notre clientèle un service plus personnalisé. Parallèlement, nous redéfinissons nos modes de fonctionnement en vue d'alléger nos procédures administratives et d'associer plus activement les membres de notre personnel à l'orientation du service à la clientèle. Enfin, nous avons l'intention de proposer dès cette année à nos clients des services de planification financière, de même qu'une gamme renouvelée de produits autogérés et de services de courtage en valeurs mobilières.



De gauche à droite, MM. Serge Lamarche, vice-président Services aux caisses, Raynald Laiberté, vice-président adjoint Services aux caisses, et Réjean Ravacley, directeur de l'Administration, Services aux caisses.

Services aux caisses

La complémentarité entre les composantes d'un même groupe financier constitue un atout déterminant dans le contexte actuel de décroisement des services financiers. Le Mouvement Desjardins dispose sur ce plan d'avantages concurrentiels majeurs grâce à la porte d'entrée

dans le réseau qu'offrent ses quelque 1 400 caisses et à la possibilité de décroisonner les services de ses institutions membres ou affiliées.

Conformément à sa mission, la Fiducie compte jouer pleinement son rôle sur ce plan en appuyant les caisses au niveau de l'offre intégrée de services à leurs membres. Pour mieux faire connaître et comprendre cette mission, les membres de la haute direction de la Fiducie ont amorcé cette année une tournée dans le cadre de laquelle ils ont déjà visité les conseils d'administration de toutes les fédérations et environ la moitié des caisses. Nous avons de plus mis en place à la vice-présidence Services aux caisses une nouvelle structure qui permet de mieux coordonner nos relations d'affaires avec le réseau Desjardins.

Les résultats obtenus en 1988 sont très positifs: ils constituent une base solide pour les prochaines années.

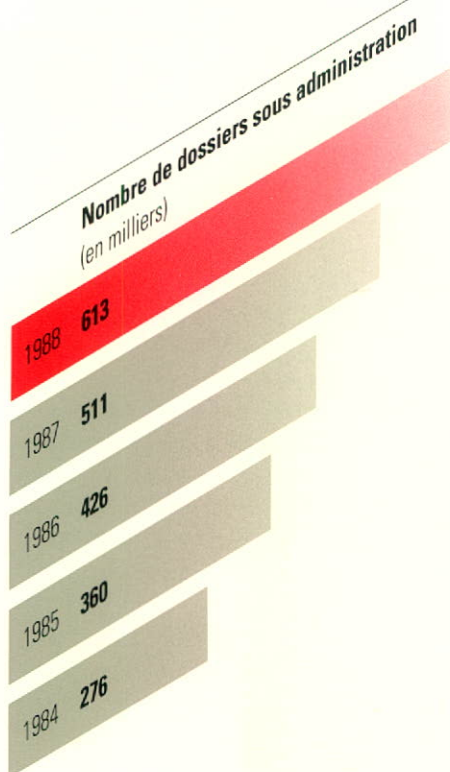
Croissance du volume d'affaires

L'intensification des relations d'affaires de la Fiducie avec le réseau Desjardins s'est poursuivie en 1988. La collaboration avec les caisses et les autres institutions du Mouvement pour les activités reliées aux régimes enregistrés

Un an à peine après le lancement du produit, les caisses occupent en effet 25 % du marché potentiel de ce secteur. Nous avons collaboré à l'élaboration de ce nouveau service et nous en administrons les comptes à titre de dépositaire.

Pour appuyer les caisses dans l'élargissement de leur gamme de produits, la Fiducie leur offre par ailleurs de distribuer certains de ses produits. Nous en développons également de nouveaux à leur intention, ou adaptons des produits existants pour répondre aux besoins propres à leurs membres.

En 1988, soutenues par un marché favorable aux véhicules de placement à revenu fixe et par une commercialisation efficace, les ventes de nos certificats de placement garanti par les caisses ont



En 1988, le nombre de dossiers que nous administrons pour notre compte et celui d'autres institutions financières a augmenté de 20 % pour se situer à 613 000.

d'épargne-retraite a ainsi permis d'augmenter de 20 % le nombre de dossiers que nous administrons pour notre compte et celui d'autres institutions financières, portant leur total à 613 000.

Les résultats du nouveau service de préparations funéraires mis en place par les caisses à l'intention des entreprises spécialisées du secteur sont pour leur part des plus satisfaisants.

augmenté significativement pour atteindre près de 20 millions \$. Pendant cette période, nous avons par ailleurs rendu disponible aux membres des caisses un nouveau REER Fonds de placement conçu spécialement pour eux; malgré un démarrage plutôt lent en 1988, attribuable à la conjoncture, nous estimons que ce produit est actuellement bien positionné sur le marché.

Sur un autre plan, nous avons poursuivi nos activités de fiduciaire au niveau des financements industriels et commerciaux par le biais d'actes de fiducie. Pour ce qui est des services de financement, la Fiducie a appuyé les caisses en mettant à leur disposition des liquidités de l'ordre de 110 millions \$ par des prêts conjoints, des achats de créances ou d'autres formules.

Nouveaux produits et développement de systèmes

La demande en produits spécialisés d'épargne et de placement est de plus en plus forte pour les caisses, qui doivent s'adapter aux nouvelles réalités de leur environnement concurrentiel.

Pour les appuyer dans cette voie, la Fiducie mettra à la disposition des membres des caisses, à compter de 1989, l'ensemble des Fonds de placement Desjardins qu'elle administre. Cet élargissement de la gamme de produits de placement qu'elles offrent à leurs membres permettra aux caisses de soutenir la concurrence des autres institutions. De même, dès le début de 1989, nous leur rendrons disponible un nouveau REER insaisissable; ce produit innovateur que la nouvelle Loi des compagnies de fiducie nous a permis de développer est particulièrement bien adapté aux travailleurs autonomes.

En cours d'année, nous avons amélioré considérablement nos systèmes informatiques de gestion et y avons ajouté un système de projection de FERR et un système de transfert de REER. Afin de répondre adéquatement à la forte croissance du volume des comptes que nous administrons pour les caisses, nos relations d'affaires avec le réseau sont par ailleurs de plus en plus informatisées.

Orientations 1989

Dans les années à venir, nous entendons assumer pleinement auprès des caisses notre rôle de partenaire spécialisé et collaborer avec elles pour les aider à répondre aux besoins de leurs membres, tout en allégeant leurs opérations.



De gauche à droite, Mmes Louise Carrier et Johanne Martel, conseillères, Services aux caisses, et M. Robert Comtois, directeur adjoint Développement, Services aux caisses.

La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins a ainsi retenu la Fiducie comme registraire pour l'émission des parts permanentes qu'autorise l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi sur les caisses d'épargne et de crédit. En collaboration avec la Confédération, nous mettrons également en place les systèmes informatiques nécessaires pour que les caisses

puissent émettre elles-mêmes les reçus d'impôt pour les cotisations à un REER. Enfin, nous apporterons des modifications à l'administration de nos produits pour en faciliter l'offre par les caisses.

Services aux sociétés

L'approche intégrée mise de l'avant par la Fiducie Desjardins dans son offre de services aux sociétés lui a permis cette année de raffermir sa position sur ce marché, où elle s'impose de plus en plus comme un partenaire de choix pour les entreprises québécoises qui recherchent un appui solide et spécialisé.

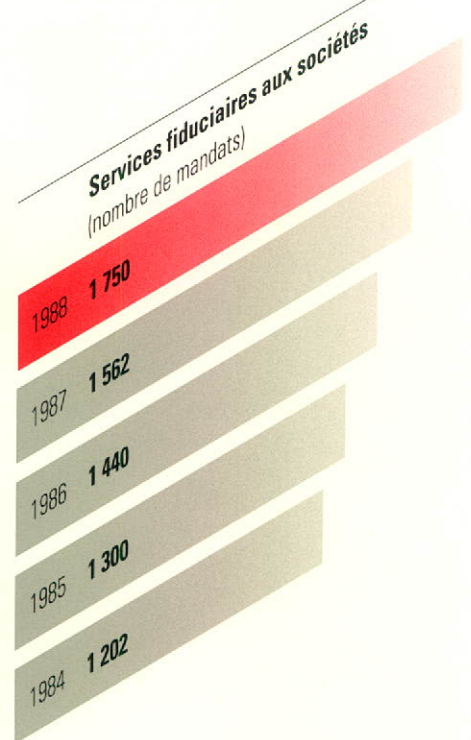


De gauche à droite, MM. Guy Vallée, vice-président Services aux sociétés et Affaires juridiques, Jean-Pierre Tremblay, directeur Services aux sociétés, et Guy Lamer, directeur Administration et Service à la clientèle, Services aux sociétés.

Tous nos services aux sociétés, et plus particulièrement les services fiduciaires, les services de registraire et d'agent de transfert, l'administration et la garde de titres, les services de prestations et les régimes de groupe, ont ainsi enregistré en 1988 une progression marquée.

Croissance du volume d'affaires

À titre de fiduciaire, nous avons participé cette année à 315 nouveaux financements d'entreprises, de sociétés et d'institutions, qui ont totalisé 1 161 millions \$. Nous enregistrons ainsi une progression appréciable de 61 % par rapport à 1987, alors que ce montant atteignait 722 millions \$. Le nombre de nos mandats d'agent comptable pour des émissions de titres d'emprunt et de débentures est passé pendant cette période de 1 562 à 1 750.



Titres en garde
(en millions de dollars)

1988 **9 031**

1987 **7 447**

1986 **6 600**

1985 **5 928**

1984 **5 338**

En 1988, nous avons agi comme dépositaire pour 13 offres publiques d'achat ou d'échange d'actions, de même que pour les souscriptions de 17 sociétés en commandite. Il s'agit là d'une percée intéressante par rapport à l'année précédente, où nous avons réalisé 3 offres publiques d'achat et 12 souscriptions.

Nos activités d'administration et de garde de titres ont également connu une progression marquée. Nous avons ouvert 32 nouveaux comptes, soit 17 comptes de caisses de retraite et

Nouveaux produits

En 1988, nous avons continué à élargir la gamme de nos services aux entreprises en y ajoutant trois nouveaux produits:

- un service de prêts de titres, que nous avons mis à la disposition des clients qui utilisent nos services d'administration et de garde de titres;
- le Régime de congé à traitement différé, un programme d'épargne sur mesure d'une grande souplesse qui vise à permettre aux employés des entreprises participantes d'épargner une partie de leur salaire en vue d'un congé sabbatique;
- le Régime d'achat d'actions, adapté aux entreprises qui veulent permettre à leurs employés de participer au capital-actions de la société.

À titre de fiduciaire, nous avons participé à 315 nouveaux financements d'entreprises, de sociétés et d'institutions, totalisant 1 161 millions \$, une progression de 61 % par rapport à 1987.

15 comptes corporatifs; de plus, la valeur des titres qui nous sont confiés a augmenté de 21 %, passant de 7,4 milliards \$ à 9 milliards \$.

Notre expertise en matière de services d'épargne et de placement conçus spécialement à l'intention des associations, des corporations professionnelles, des entreprises et de leurs employés nous vaut par ailleurs une solide réputation sur ce marché et les sociétés font de plus en plus appel à nous lors de la mise en place de nouveaux programmes à l'intention de leur personnel. Nous gérons au total 330 régimes de groupe, dont l'actif se chiffre à 283 millions \$.

Orientations 1989

Pour 1989, nous nous sommes donné comme priorité d'augmenter la notoriété de nos services sur le marché des sociétés, en particulier auprès des PME. Sur cette lancée, nous intensifions nos relations d'affaires avec les autres institutions du Mouvement Desjardins pour développer de nouveaux marchés en synergie avec elles.

À l'écoute active de notre clientèle, conformément à la philosophie mise de l'avant par la Fiducie pour l'ensemble de ses activités, nous continuerons à développer une offre de produits «sur mesure», adaptée aux besoins de chaque groupe. Nous analyserons par ailleurs des possibilités de diversifier encore davantage nos marchés ainsi que nos produits, en vue de répondre pleinement aux attentes de nos clients.

Financement hypothécaire

De plus en plus de particuliers, de professionnels de l'immobilier et d'entreprises font appel à la Fiducie pour réaliser et gérer leurs activités de financement hypothécaire. Ils confirment ainsi le niveau élevé de l'expertise que nous avons développée, de même que la qualité de nos produits et leur adéquation à leurs attentes.



De gauche à droite, MM. Jean Hébert, directeur adjoint Développement, région de Montréal, Guy Douville, vice-président adjoint Financement hypothécaire, Denis Casavant, directeur de l'Administration, Prêts hypothécaires, et Rosaire Lavigne, directeur adjoint Développement, régions extérieures.

Pour continuer de répondre de façon appropriée aux besoins spécifiques de nos clients, nous avons poursuivi en 1988 le développement de programmes innovateurs, qui tiennent compte des nouvelles règles du jeu en vigueur dans ce secteur.

Croissance du volume d'affaires

Des conditions économiques favorables, l'élargissement de notre gamme de services et un programme de sollicitation efficace auprès des constructeurs et des courtiers nous ont permis d'accroître cette année de 36 % la valeur des portefeuilles de prêts hypothécaires que nous administrons; celle-ci atteint ainsi un total de 1,8 milliard \$, dont le portefeuille propre de la Fiducie représente à lui seul près de 1,3 milliard \$.



Hypothèques administrées (en millions de dollars)

1988 1 780

1987 1 312

1986 1 136

1985 1 007

1984 899

Nous avons ouvert pendant cette période plus de 3 400 nouveaux dossiers, pour lesquels les engagements se sont chiffrés à 526 millions \$. Ce nouveau volume d'affaires porte à 21 000 le nombre de dossiers de financement hypothécaire que nous gérons.

La valeur des portefeuilles de prêts hypothécaires que nous administrons pour notre compte et celui d'autres institutions s'est accrue de 36 % pour atteindre 1,8 milliard \$.

Cette croissance marquée rend compte des relations privilégiées que nous avons su développer avec notre clientèle, de même que des rapports fructueux que nous entretenons avec les composantes de Desjardins. Elle reflète également la diversification croissante de nos marchés.

Notre participation au nouveau programme d'aide à la mise de fonds, que vient de mettre en place le gouvernement provincial pour faciliter l'accès à la propriété résidentielle, confirme par ailleurs notre volonté de nous adapter rapidement au marché pour donner à nos clients l'occasion de profiter de toutes les mesures mises en place à leur intention.

Fait à souligner, la croissance enregistrée ne s'est pas réalisée au détriment de la qualité du service, ni de celle de nos portefeuilles. Le taux de renouvellement de nos prêts a dépassé 80 % en 1988, alors que le taux des pertes matérialisées est passé de 0,022 % à 0,015 % du portefeuille moyen, ce qui constitue une excellente performance.

Nouvelles émissions de titres LNH

En 1987, la Fiducie Desjardins avait été une des premières institutions financières à émettre les nouveaux titres hypothécaires LNH avec privilège de remboursement par anticipation. Nous avons récidivé cette année, avec des émissions de titres hypothécaires LNH sans privilège de remboursement par anticipation.

En 1988, les coopératives d'habitation ont par ailleurs été tenues par la SCHL de procéder par appel d'offres et de transiger avec le plus bas soumissionnaire au moment du renouvellement de leurs emprunts. Ce type de prêt convenant bien à l'émission de titres, la Fiducie a obtenu au cours de l'année pour une valeur de 40 millions \$ de renouvellements de tels prêts à travers le Canada, dont plus de 26 millions \$ à l'extérieur du Québec.

Cette nouvelle politique de la SCHL, conjuguée à la très forte concurrence des prêteurs ayant recours à l'émission de titres, modifie de façon marquée les règles du jeu pour l'ensemble des prêteurs. Nous travaillons de concert avec les caisses à conserver dans le réseau Desjardins un important volume de ces prêts.

Orientations 1989

Le décloisonnement des institutions financières accentuera la concurrence déjà très vive sur le marché du financement hypothécaire. Pour y faire face, la Fiducie Desjardins vise à élargir les principaux marchés qu'elle dessert actuellement et à diversifier son offre de produits, notamment en augmentant sa gamme de produits et services de crédit spécialisé.

Trésorerie

La Fiducie Desjardins articule ses activités de trésorerie autour de quatre grands axes: la gestion de l'appariement de l'actif et du passif, le financement de ses activités auprès de la clientèle institutionnelle, la gestion de ses portefeuilles de valeurs mobilières et de ses liquidités, et le développement de nouveaux produits financiers.

Le niveau général d'activité de l'entreprise conjuguée à l'utilisation de nouveaux instruments financiers, qui ont ajouté à la flexibilité de notre gestion financière, ont fait de l'exercice 1988 une période d'intense activité en matière de trésorerie.

Priorité à la stabilité et à l'efficacité

Nous avons continué à apporter en 1988 une attention particulière à l'appariement de l'actif et du passif: sur ce plan, la situation en fin d'exercice pouvait être qualifiée d'excellente. Nous avons eu recours de façon plus intensive pendant cette période à la titralisation («securitization») des

Pour ce qui est de nos activités de financement sur les marchés institutionnels, nous avons intensifié notre présence auprès de la clientèle des courtiers en valeurs mobilières et poursuivi nos activités de sollicitation auprès de la clientèle institutionnelle, avec laquelle nos relations étaient déjà bien établies.

La gestion du portefeuille de valeurs mobilières a été pour sa part fortement conditionnée par l'évolution rapide du portefeuille de prêts hypothécaires. Compte tenu de cette situation, notre portefeuille de valeurs mobilières s'est maintenu en 1988 à un niveau comparable à celui de l'année précédente. Par ailleurs, l'importance relative des effets de marché monétaire s'est appréciée par rapport aux actions privilégiées et obligations.

Du côté des nouveaux véhicules financiers, la titralisation de blocs de prêts hypothécaires a constitué en 1988 une activité importante; compte tenu de ses résultats positifs, nous envisageons d'ailleurs de titraliser d'autres types d'actifs. Cette activité nous apparaît être un instrument efficace dans une optique d'utilisation optimale du capital de l'entreprise.

Orientations 1989

En 1989, les activités de la trésorerie seront guidées par trois priorités. D'abord, l'intégration des activités de trésorerie de la Fiducie Desjardins avec celles du Crédit Industriel Desjardins, dans le cadre du Trustco Desjardins, permettra une plus grande flexibilité dans la gestion financière des deux sociétés. Ensuite, l'augmentation du volume d'affaires institutionnelles hors Québec nous assurera une plus grande diversification de nos sources de financement. Enfin, la poursuite de nos activités de titralisation continuera de nous ouvrir de nouvelles perspectives.

actifs. Par ailleurs, nous avons utilisé de nouveaux instruments financiers, tels les contrats à terme sur acceptation bancaire et les «forward rate agreements» qui se sont développés sur le marché cette année. Tout au long de l'année, l'intensification de la concurrence a exercé des pressions sur les marges financières. Nous avons mis l'accent, à cet égard, sur la recherche de la stabilité; si notre approche ne nous a pas soustrait aux pressions du marché, elle nous a du moins prémunis dans une large mesure contre les soubresauts des taux d'intérêt.



De gauche à droite, MM. Paul Robillard, vice-président Trésorerie, Bernard Larue, vice-président senior Finance, et Simon Blanchard, vice-président Marché des capitaux.



Assis de gauche à droite, MM. Claude Vanier, vice-président et gestionnaire Actions, et Jean-Marc Pilon, président, ainsi que Mme Louise Charette, vice-présidente et gestionnaire Titres à revenu fixe. Debout, MM. Denis Noreau, vice-président Marketing, Louis Journault, vice-président principal Actions, et Michel Lemieux, vice-président principal Titres à revenu fixe.

Gestion Placements Desjardins

L'année 1988 constituait le premier exercice complet de Gestion Placements Desjardins. En créant cette filiale en août 1987, la Fiducie Desjardins visait à regrouper ses activités de gestion de portefeuilles dans un cadre juridique distinct de ses activités fiduciaires. Ce nouvel encadrement lui a permis de recruter et de conserver des gestionnaires de portefeuille expérimentés et de haut calibre, qui ont su obtenir une excellente performance pour l'ensemble des portefeuilles.

Croissance et performance

Les portefeuilles gérés par Gestion Placements Desjardins pour le compte de sociétés et de particuliers, de même que pour les Fonds de placement Desjardins, représentaient en fin d'année un actif de 1 124 millions \$, en hausse de 6 %. Cette croissance est surtout attribuable à la progression de l'actif des caisses de retraite et des

Service à la clientèle

La qualité de nos communications avec les clients a été pour nous une priorité tout au long de l'année. Dans cette optique, nous avons instauré dès le début de l'exercice un programme de rencontres avec nos clients, qui nous ont permis de leur présenter notre nouvelle équipe de gestionnaires et de revoir avec eux nos politiques de placement. Nous avons par ailleurs mis en place des mécanismes pour qu'ils reçoivent systématiquement un rapport trimestriel de gestion de leur portefeuille, suivi de rencontres au besoin.

Pour l'exercice 1988, la performance de l'ensemble des portefeuilles de Gestion Placements Desjardins a été excellente. Nos résultats sur le marché boursier canadien ont dépassé l'indice TSE 300 de plus de 3 %; pour ce qui est du marché obligataire, nous avons surpassé de plus de 1,5 % l'indice moyen terme ScotiaMcLeod.

comptes corporatifs, qui est passé pendant cette période de 822 millions \$ à près de 900 millions \$, pour un total de 98 clients. Pour leur part, les Fonds Desjardins ont subi le contre-coup des effets du krach boursier sur le comportement des investisseurs: leur actif a ainsi connu une baisse de près de 12 millions \$, pour se situer à 200 millions \$.

Depuis le début de ses activités, la performance de l'ensemble des portefeuilles de Gestion Placements Desjardins a été excellente, dépassant de façon significative la moyenne de l'ensemble de ses concurrents. Pour l'exercice 1988, nos résultats sur le marché boursier canadien ont dépassé l'indice TSE 300 de plus de 3 %; pour ce qui est du marché obligataire, nous avons surpassé de plus de 1,5 % l'indice moyen terme ScotiaMcLeod. Ces résultats nous ont permis de consolider notre position sur le marché et d'établir notre crédibilité.

Nous avons également revu notre mode d'intervention pour la gestion des comptes des particuliers. Pour les portefeuilles de taille plus modeste, nous avons rationalisé notre gestion, et nous utilisons les divers fonds de placement Desjardins pour une répartition dynamique de l'actif qui tient compte des objectifs et des contraintes de chacun des clients. Pour les portefeuilles à plus fort volume, nous utilisons la formule des portefeuilles autonomes: les politiques et stratégies de placement sont alors élaborées en tenant compte des caractéristiques de chaque client. Nous entendons développer davantage ce type de compte, en collaboration avec la Fiducie Desjardins.

Informatique

Efficacité et contrôle ont été les mots d'ordre lors de la mise en place de nos systèmes informatiques. Dès le début de 1988, nous disposions des équipements et des systèmes dont les caractéristiques répondent le mieux à nos besoins et à nos activités de gestion de portefeuilles. Nous avons ainsi pu construire des banques de données sur les différents marchés boursiers et obligataires, que nous mettons régulièrement à jour. Grâce à ces outils, nous sommes en mesure de produire des analyses historiques dont découlent nos stratégies de gestion de portefeuilles, et de contrôler sur une base hebdomadaire le suivi des politiques de placement de chacun de nos clients.

Orientations 1989

Gestion Placements Desjardins s'est donné pour objectif en 1989 de maintenir la performance de l'ensemble de ses portefeuilles à des niveaux compétitifs, donc supérieurs à la médiane des fonds de pension au Canada. Nous mettrons par ailleurs en place des programmes de commercialisation visant à diversifier notre clientèle par le développement de nouveaux marchés.

Résultats financiers

Fiducie Desjardins inc.
États financiers sommaires
 au 31 décembre 1988
 (en milliers de dollars)

RÉSULTATS SOMMAIRES	1988	1987
Revenus nets de placement	28 290 \$	26 712 \$
Revenus d'honoraires	23 958	21 375
Revenus avant frais d'exploitation	52 248	48 087
Frais d'exploitation	42 692	37 274
Impôts sur le revenu	554	2 119
Bénéfice avant poste extraordinaire	9 002	8 694
Poste extraordinaire	(1 556)	—
Bénéfice net	7 446 \$	8 694 \$
Bénéfice par action (en dollars)		
Bénéfice avant poste extraordinaire	0,52 \$	0,59 \$
Bénéfice net	0,40 \$	0,59 \$
BILAN SOMMAIRE		
Actif		
Encaisse et titres de marché monétaire	125 294 \$	88 588 \$
Prêts hypothécaires	1 261 921	1 046 217
Prêts industriels et commerciaux	61 523	12 770
Prêts sur billets	42 614	74 983
Obligations et actions	179 001	208 093
Autres éléments de l'actif	44 295	42 443
	1 714 648 \$	1 473 094 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Dépôts garantis et autres éléments du passif	1 617 497 \$	1 378 301 \$
Avoir des actionnaires	97 151	94 793
	1 714 648 \$	1 473 094 \$

■ Trustco Desjardins

Siège social

1, Complexe Desjardins
14e étage
(C.P. 34, Succ. Desjardins)
Montréal H5B 1E4
(514) 286-9441
1-800-361-6840

Conseil d'administration

- **Georges O. Langlois**
Président du conseil
Notaire
- **Raymond A. Reid**
Président
- **Paul-Yvon LeSage**
Premier vice-président du conseil
Directeur général,
Caisse populaire
Sainte-Thérèse de Blainville
- **G. Roger Roy**
Second vice-président du conseil
Président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Estrie
- **Pierre Leblanc**
Secrétaire du conseil
Associé principal,
Dessureault, Leblanc, Lefebvre, c.a.

Gilbert Fiset

Trésorier
Président et directeur général,
Jean-Paul Fiset & Fils Itée,
Courtiers d'assurances agréés

Bernard Allaire

Allaire, Bernard, Houle et associés,
Courtier d'assurances générales

Réal Bédard

Adjoint au directeur des services
pédagogiques,
Cégep Saint-Félicien

- ◆ **Arthur Bélanger**
Directeur général,
Centre d'accueil de la Baie
- ◆ **Marcel Bergeron**

Ronald Corey
Président,
Club de hockey Canadien inc.

- ◆ **André Corriveau**
Directeur général,
Caisse populaire Riviera

France Delorme
Directeur,
Caisse d'économie Canipco

- **Jean-Marie Gagné**
Directeur,
Caisse populaire Notre-Dame
de Thetford Mines

Jean-Paul Gagnon
Directeur,
Caisse populaire de Gallichan

Jocelyn Genest
Directeur,
Caisse populaire Mistassini

Richard La Charité, c.r.
Avocat

- **Gilles Lemelin**
Directeur général,
Caisse populaire Sainte-Martine

Yves R. Léonard
Notaire

- ◆ **Jacques Lessard**
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

Roger Marchand
Directeur,
Caisse d'économie des employés
de la C.I.P.

Guy Ménard

Directeur,
Caisse populaire de Maniwaki

Réjean Mondor

Directeur,
Caisse populaire de Lanoraie

Hervé Pomerleau
Président-directeur général,
Hervé Pomerleau inc.

- **André René**
Directeur,
Caisse populaire de Victoriaville

- ◆ **Jean-Claude Ritchie**
Directeur,
Caisse populaire de Chandler

- **Jean-Pierre Roy**
Directeur,
Caisse populaire de Windsor

Guy Ruel
Directeur,
Caisse populaire de Neufchatel

Ronald Thériault
Directeur,
Caisse populaire
Saint-Ambroise-de-Kildare

Pierre Tourville
Professeur,
Cégep de Rimouski

- **Bernard Turmel**
Directeur,
Caisse populaire
Ste-Anne de la Pocatière

- Membre du comité exécutif
- ◆ Membre du comité de vérification

Membres de la direction

Raymond A. Reid
Président

Jean-Pierre Duguay
Vice-président
et directeur général

Jacques Guertin
Vice-président,
Service de contrôle

Guy Kavanagh
Vice-président,
Services aux particuliers

Serge Lamarche
Vice-président,
Services aux caisses

Bernard Larue
Vice-président,
Finance

Normand Paquin
Vice-président,
Marketing et Communications

Jacques Robillard
Vice-président,
Ressources humaines
et Systèmes d'information

Guy Vallée
Vice-président,
Services aux sociétés
et Affaires juridiques

■ Crédit Industriel Desjardins

Siège social

2, Complexe Desjardins,
bureau 2901
Montréal H5B 1B2
(514) 281-7144
1-800-361-8421

Conseil d'administration

■ Paul-Yvon LeSage

Président du conseil
Directeur général,
Caisse populaire Sainte-Thérèse
de Blainville

■ Raymond A. Reid

Président

■ Pierre Leblanc

Vice-président du conseil
Associé principal,
Dessureault, Leblanc, Lefebvre, c.a.

■ Jean-Pierre Roy

Secrétaire du conseil
Directeur,
Caisse populaire de Windsor

Ronald Corey

Président,
Club de hockey Canadien inc.

◆ André Corriveau

Directeur général,
Caisse populaire Riviera

■ Jean-Marie Gagné

Directeur,
Caisse populaire Notre-Dame
de Thetford Mines

Jean-Paul Gagnon

Directeur,
Caisse populaire de Gallichan

Jocelyn Genest

Directeur,
Caisse populaire Mistassini

■ Georges Lafond

Président et chef des opérations,
La Caisse centrale Desjardins
du Québec

■ Bernard Larue

Vice-président senior, Finance,
Fiducie Desjardins inc.

Roger Marchand

Directeur,
Caisse d'économie des employés
de la C.I.P.

Guy Ménard

Directeur,
Caisse populaire de Maniwaki

Hervé Pomerleau

Président-directeur général,
Hervé Pomerleau inc.

◆ Jean-Claude Ritchie

Directeur,
Caisse populaire de Chandler

Guy Ruel

Directeur,
Caisse populaire de Neufchatel

Ronald Thériault

Directeur,
Caisse populaire
Saint-Ambroise-de-Kildare

Pierre Tourville

Professeur,
Cégep de Rimouski

■ Membre du comité exécutif

◆ Membre du comité de vérification

Membres de la direction

Raymond A. Reid

Président-directeur général

Raymond Boulanger

Vice-président,
Crédit

Jacques Guertin

Vice-président,
Administration

Paul Juneau

Vice-président,
Financement aux entreprises

Yvon Hurtubise

Vice-président adjoint,
Crédit-bail

Richard Maher

Adjoint au vice-président Crédit

Jean-Pierre Albert

Directeur,
Financement immobilier

Jean-François Beaucaire

Directeur,
Ressources humaines

Robert Charpentier

Directeur,
Marketing et Recherche

Claude Girard

Directeur,
Contrôle et Comptabilité

Ulric Lavoie

Directeur,
Systèmes d'information de gestion

Antoine Robert

Directeur,
Services administratifs

Pierre-Alain Rodrigue

Directeur délégué,
Crédit

Robert Rocheleau

Directeur,
Relation avec les investisseurs

Bernard Tourigny

Directeur,
Contrôle de la qualité

■ Location Desjardins

Succursales

Montréal - secteur Centre

Jacques Grégoire
Vice-président adjoint Montréal
et Ouest du Québec
2, Complexe Desjardins,
bureau 2901
Montréal H5B 1B2
(514) 281-7165
1-800-361-8421

Montréal - secteur Ouest

Jean Carette
Directeur régional
755, boul. Saint-Jean, bureau 503
Pointe-Claire H9R 5M9
(514) 694-0207

Montréal - secteur Est

Luc Brossard
Directeur régional
7450, boul. Les-Galeries-d'Anjou,
bureau 480
Anjou H1M 3M3
(514) 351-8880

Rive-Sud

Michel Paquette
Vice-président adjoint
Rive-Sud et Estrie
6350, rue Auteuil, bureau 516
Brossard J4Z 3P2
(514) 445-6400
1-800-363-9148

Laval

Yves Cusson
Directeur régional
Laval et Centre du Québec
2, Place Laval, bureau 470
Laval H7N 5N6
(514) 668-7800
1-800-361-8776

Québec

Richard Lafrenière
Directeur régional Est du Québec
2954, boul. Laurier, bureau 520
Sainte-Foy G1V 4T2
(418) 658-7430
1-800-463-4358

Sherbrooke

Guy Dessureault
Directeur
2100, rue King Ouest, bureau 120
Sherbrooke J1J 2E8
(819) 569-9221

Trois-Rivières

Denis Lafrenière
Directeur
1055, boul. des Forges, bureau 300
Trois-Rivières G8Z 4J8
(819) 376-1101
1-800-567-9449

Saguenay-Lac St-Jean

Claude Potvin
Directeur
901, boul. Talbot, bureau 404
Place du Fjord
Chicoutimi G7N 6N7
(418) 696-1712

Rimouski

Alain Roy
Directeur
2, boul. Saint-Germain Est,
bureau 300
Rimouski G5L 1A1
(418) 724-4040
1-800-463-0840

Hull

André Perron
Directeur
975, boul. Saint-Joseph, bureau 102
Hull J8Z 1W8
(819) 777-6229

Ottawa

Jean-Jacques Ledoux
Directeur régional Ottawa
et Est de l'Ontario
56, rue Metcalfe
Édifice ManuVie, bureau 1470
Ottawa K1P 6L5
(613) 563-2635

Siège social

2, Complexe Desjardins,
bureau 2901
Montréal H5B 1B2
(514) 281-7013
1-800-361-8421

Membres de la direction

Guy Kavanagh

Vice-président et directeur général

Raymond Corbeil

Vice-président,
Marketing

Richard Fortin

Vice-président,
Crédit

Yvan Quintal

Vice-président,
Ventes

Succursales

Chicoutimi

Léonce Roy
Directeur régional
901, boul. Talbot, bureau 406
Place du Fjord
Chicoutimi G7H 4B5
(418) 543-7777
1-800-463-9884

Laval

Alain Joyal
Directeur régional
1700, boul. Laval, bureau 420
Laval H7S 2J2
(514) 383-2457
1-800-361-3031

Montréal

Maurice Launière
Directeur régional
8250, boul. Décarie, 2e étage
Montréal H4P 2P5
(514) 738-4246
1-800-361-3031

Québec

Roméo Toussaint
Directeur régional
5075, boul. Wilfrid-Hamel,
bureau 320
Les Saules G2E 5G3
(418) 872-7616
1-800-463-1856

■ Fiducie Desjardins

Succursales régionales

Mario Hamel

Directeur des succursales régionales

Hull

Charles Carrière
Directeur
975, boul. Saint-Joseph,
bureau 102
Hull J8Z 1W8
(819) 777-6555

Montréal Centre-Ville

Mario Hamel
Directeur régional
2, Complexe Desjardins,
bureau 2901
Montréal H5B 1B2
(514) 281-2249

Rive-Sud

Yves Letarte
Directeur
6350, rue Auteuil, bureau 516
Brossard J4Z 3P2
(514) 445-0011
1-800-361-3031

Sherbrooke

Michel Therrien
Directeur
2100, rue King Ouest, bureau 120
Sherbrooke J1J 2E8
(819) 563-2161

Trois-Rivières

Michel Bouvette
Directeur
1055, boul. des Forges, bureau 300
Trois-Rivières G8Z 4J8
(819) 379-3636
1-800-567-9351

Siège social

1, Complexe Desjardins
14e étage
(C. P. 34, Succ. Desjardins)
Montréal, H5B 1E4
(514) 286-9441
1-800-361-6840

Conseil d'administration

* Jean-Paul Léonard

Président honoraire
Notaire

■ Georges O. Langlois

▼ Président du conseil
Notaire

■ Raymond A. Reid

Président

▼ Yves R. Léonard

Premier vice-président du conseil
Notaire

■ G. Roger Roy

Second vice-président du conseil
Président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Estrie

▼ Bernard Allaire

Allaire, Bernard, Houle et associés
Courtier d'assurances générales

Réal Bédard

Adjoint au directeur des services
pédagogiques,
Cégep Saint-Félicien

◆ Arthur Bélanger

Directeur général,
Centre d'accueil de La Baie

◆ Marcel Bergeron

● France Delorme

Directeur,
Caisse d'économie Canipco

● Gilbert Fiset

Président et directeur général,
Jean-Paul Fiset & Fils Itée,
Courtiers d'assurances agréés

● Richard La Charité, c.r.

Avocat

■ Gilles Lemelin

Directeur général,
Caisse populaire Sainte-Martine

◆ Jacques Lessard

Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Québec

Réjean Mondor

Directeur,
Caisse populaire de Lanoraie

■ André René

Directeur,
Caisse populaire de Victoriaville

■ Bernard Turmel

Directeur,
Caisse populaire
Sainte-Anne de la Pocatière

* Me Jean-Paul Léonard a été administrateur de 1983 à 1986. Il a été élu président du conseil le 28 mars 1974, poste qu'il a occupé jusqu'à son départ en 1986.

■ Membre du comité exécutif

◆ Membre du comité de vérification

▼ Membre du comité des ressources humaines

● Membre du comité de déontologie

Membres de la direction

Raymond A. Reid

Président

Jean-Pierre Duguay

Vice-président
et directeur général

Bernard Larue

Vice-président senior,
Finance

Simon Blanchard

Vice-président,
Marché des capitaux

Jacques Guertin

Vice-président,
Service de contrôle

Serge Lamarche

Vice-président,
Services aux caisses

Normand Paquin

Vice-président,
Marketing et Communications

Jacques Robillard

Vice-président,
Ressources humaines
et Systèmes d'information

Paul Robillard

Vice-président,
Trésorerie

Marcel Sarrazin

Vice-président,
Services aux particuliers

Guy Vallée

Vice-président,
Services aux sociétés
et Affaires juridiques

Raymond Beauchamp

Directeur,
Comptabilité
et Service des titres

Pierre Bourret

Directeur,
Services et Approvisionnements

Raymond Boyer

Directeur, Exploitation
Systèmes d'information

Denis Casavant

Directeur de l'Administration,
Prêts hypothécaires

Louis Chartrain

Secrétaire adjoint
et conseiller juridique

Guy Douville

Vice-président adjoint,
Financement hypothécaire

Jean-Guy Frenette

Directeur des Ventes
et Relations avec la clientèle,
Services aux sociétés

Gérard Guilbault

Conseiller senior
en placements

Michel Juneau

Directeur,
Services-conseils aux particuliers

Raynald Laliberté

Vice-président adjoint,
Services aux caisses

Guy Lamer

Directeur de l'Administration
et du Service à la clientèle,
Services aux sociétés

Jean-Claude Lupien

Vice-président adjoint,
Ventes, Épargne et Placement

Claude Mayette

Vice-président adjoint,
Communications

Yvon Monette

Directeur,
Administration,
Épargne et Placement

Denise Mongeon

Directrice,
Vérification interne

Jean Morissette

Directeur,
Marketing

Yves Pominville

Directeur,
Ressources humaines

Réjean Ravacley

Directeur de l'Administration,
Services aux caisses

Jean-Pierre Tremblay

Directeur,
Services aux sociétés

Succursales**Anjou**

7450, boul. Les-Galeries-d'Anjou
Anjou H1M 3M3
■ (514) 355-2050
◆ (514) 355-2491
1-800-361-5808

Brossard

6200, boul. Taschereau
Brossard J4W 1M7
■ (514) 445-3224
◆ (514) 445-3038
1-800-361-4436

Charlesbourg

530, boul. de l'Atrium
Charlesbourg G1H 7H1
■ (418) 626-2340
1-800-463-6230

Chicoutimi

1, Place du Royaume
Chicoutimi G7H 1S4
■ (418) 549-5746
1-800-463-9657

Hull

975, boul. Saint-Joseph
Hull J8Z 1W8
■ (819) 777-9119
◆ (819) 777-9077
1-800-567-6886

LaSalle

7401, boul. Newman
LaSalle H8N 1X3
■ (514) 366-1175
1-800-361-6633

Laval

1600, boul. Saint-Martin Est
Laval H7G 4R8
■ (514) 668-5223
◆ (514) 668-7841
1-800-361-3803

Longueuil

370, chemin Chambly
Longueuil J4H 3L6
■ (514) 679-2810
(514) 679-1114
1-800-361-5058

Montréal

1, Complexe Desjardins
Montréal H5B 1E4
■ (514) 286-3225
1-800-361-2680
◆ (514) 286-9431
1-800-361-7411

Pointe-Claire

755, boul. Saint-Jean
Pointe-Claire H9R 5M9
■ (514) 630-3717
1-800-363-7864

Québec

333, rue Saint-Amable
Québec G1R 5G2
■ (418) 647-4742
1-800-463-5026

Sainte-Foy

2600, boulevard Laurier
Sainte-Foy G1V 2L1
■ (418) 653-6811
1-800-463-4792
◆ (418) 653-1246
1-800-463-2379

Sherbrooke

1640, rue King Ouest
Sherbrooke J1J 2C3
■ (819) 566-5667
1-800-567-6920

- Placements et investissements
- ◆ Financement hypothécaire

Gestion Placement Desjardins

Siège social

1, Complexe Desjardins
35e étage
(C.P. 34, Succ. Desjardins)
Montréal H5B 1E4
(514) 499-2555
1-800-361-3499

Conseil d'administration

Raymond A. Reid

Président du conseil

Jean-Marc Pilon

Président

Jean-Pierre Duguay

Vice-président

Bernard Larue

Trésorier

Louis Journault

Michel Lemieux

Guy Vallée

Membres de la direction

Jean-Marc Pilon

Président

Louis Journault

Vice-président principal,
Actions

Michel Lemieux

Vice-président principal,
Titres à revenu fixe

Louise Charette

Vice-présidente et gestionnaire,
Titres à revenu fixe

Claude Vanier

Vice-président et gestionnaire,
Actions

Denis Noreau

Vice-président,
Marketing

Sylvie Gratton

Directrice,
Administration

Renseignements destinés aux actionnaires et aux investisseurs

Assemblée annuelle

le 22 mars 1989 à 9 heures
au Centre municipal des Congrès,
900, Autoroute Dufferin
Québec (Québec)

Agent de transfert

Fiducie Desjardins
1, Complexe Desjardins
Montréal (Québec)
H5B 1E4

Inscription boursière

Les actions ordinaires
du Trustco Desjardins et les actions
privilégiées série 1 de
la Fiducie Desjardins sont inscrites à
la cote de la Bourse de Montréal.
Elles sont respectivement identifiées
par les sigles Trco Desj. et Fi.Desj.s1.

Affaires bancaires

Caisse populaire Place Desjardins
5-100, promenade Complexe Desjardins
C.P. 244, Succursale Desjardins
Montréal (Québec)
H5B 1B4

La Caisse centrale Desjardins du Québec
1, Complexe Desjardins, bureau 2822
C.P. 220
Montréal (Québec)
H5B 1B3

Conception graphique:
Bellemare, Rivard et associés ltée

Photographie:
Yves Binette

Séparation de couleurs et pelliculage:
Filmographie inc.

Impression:
Imprimerie Paul Paradis inc.

Dépôt légal (1er trimestre 1989)
Bibliothèque nationale du Québec

An English copy of this Annual Report can be
obtained from the Communication Department

Trustco Desjardins

1, Complexe Desjardins
P.B. 34, Desjardins Station
Montréal H5B 1E4
(514) 286-5834
1-800-361-6840

